la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 461 — Nouvelle série — Numéro 160 **MAI 1961 — PRIX : 1,50 NF**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... 8 NF (800 fr.)
Un an .... 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .... 10 NF (1.000 fr.)
Un an .... 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 461 - Mai 1961

ENTRE NOUS...

Le destin et les grands hommes ne veulent pas se plier aux exigences de la « confection » d'un numéro de la R.P. Ou bien l'événement se produit lorsque la R.P. est sous presse. Ou lorsque l'on a conçu et composé les papiers du numéro. Ou lorsque l'on a déjà oublié l'événement. C'est quelquefois déconcertant sur le moment. Mais cela présente quelque avantage... à retardement. Faites l'expérience... Relisez par exemple tous nos numéros parus après le coup de force du 13 mai 1958. Cela vous aidera à comprendre ce qui s'est passé après... y compris le coup de force du 22 avril 1961.

Cette fois notre retard — involontaire — nous a servis. La lecture de notre numéro d'avril, avec la note de Louzon sur la deuxième guerre d'Algérie était à peine terminée que Challe et Salan confirmaient le pronostic de notre ami. Mais décidément Clemenceau avait raison : la guerre civile, comme la guerre étrangère est une affaire trop sérieuse pour la confier à des généraux. L'échec de ces Bonapartes avortés risque de faire oublier le danger pressenti par Louzon.

***

Le Secrétaire de l'Union des Syndicalistes a pris une heureuse initiative : celle d'interroger des militants ouvriers sur ce qu'ils ont pensé et surtout ce qu'ils ont fait ou préparé dans la nuit du 23 au 24 avril. Cette consultation prend une assez large place dans ce numéro. Et elle n'est pas achevée.

***

Si certains de nos correspondants lisaient — ou relisaient — notre collection ils comprendraient par exemple la permanence et la portée de notre antistalinisme qu'ils ne confondraient pas avec l'anticommunisme réactionnaire. Ils pourraient au moins se convaincre que ce n'est pas la Révolution russe que nous condamnons, mais la contre-révolution stalinienne. Dans les pays neufs, il est peut-être impossible de faire naître les Soviets qui portèrent Lénine au pouvoir. Il est peut-être impossible d'éviter l'évolution de Lénine à Staline. Mais commencer par Staline (ou Krouchtchev son héritier)... c'est partir de Napoléon en laissant croire qu'on va vers Robespierre...

Une rétrospective des campagnes de la R.P. serait encore bien utile pour l'examen des problèmes économiques et sociaux... qu'il s'agisse du « plan d'économie dirigée »... de l'arbitrage et de l'arbitraire de l'Etat... du statut des fonctionnaires... de la semaine de quarante heures.

***

Quelle outrecuidance ! Alors nous aurions tout prévu, nous aurions toujours eu raison... Nous ne sommes pas assez vains pour le prétendre. Mais parce que nous nous plaçons hors des états-majors politiques et syndicaux, hors des partis, hors des tendances et des clubs doctrinaires, nous tirons le maximum d'enseignement des expériences vécues. Avec cependant, pour nous orienter la boussole de Monatte : les intérêts de la classe ouvrière, la liberté du mouvement ouvrier.

Le gérant : Roger HAGNAUER — Editions Polyglottes 232 rue de Charenton, Paris

Après le premier épisode de la deuxième guerre d'Algérie

La « R.P. » d'avril venait d'être livrée aux abonnés. Elle contenait un article de Robert Louzon intitulé : « La deuxième guerre d'Algérie est commencée ». Effectivement, le 22 avril, une équipe de généraux et de colonels s'emparaient du pouvoir à Alger, puis à Oran, puis à Constantine. Ils faisaient entrer dans les faits une des prévisions de notre ami Louzon : le contrôle des grandes villes d'Algérie par des troupes professionnelles représentant, à très court terme, le suprême espoir d'une grande partie de la population européenne, accrochée à de petits intérêts et à des idées courtes. Trois jours apres, c'était déjà terminé : non pas la deuxième guerre d'Algérie, mais son premier épisode.

On n'a pas fini de commenter cet événement, d'épiloguer sur les causes de son déclenchement et de son échec rapide. Comment des généraux chamarrés d'étoiles et de médailles ont-ils pu se lancer dans cette « folle équipée » et abandonner presqu'aussitôt ? Quelles assurances avaient-il reçues ? Dans quelles provocations sont-ils tombés ? Le gouvernement était-il surpris ou prévenu ? Quand Michel Debré, hier théoricien de l'insurrection pour l'Algérie française, lança son fameux « Allez-y ! », était-il affolé, comme en témoignent beaucoup de ceux qui l'ont entendu, ou, au contraire, voulait-il « sensibiliser » le peuple et démasquer les complicités ? A qui doit être attribué le mérite de la victoire-éclair sur la révolte militaire ? D'autres questions pourraient encore être posées et recevoir, comme les précédentes, des réponses plus ou moins logiques. Il n'est pas interdit à l'historien comme au militant d'étudier, aussi objectivement que possible, ces différents points. Mieux vaut s'en tenir d'abord à quelques réflexions qui ressortent des faits et du bon sens.

La première nous convainc qu'il était difficile de ne pas s'attendre à cette révolte. Voilà des gens qui ont déjà fait une insurrection pour porter au pouvoir ce grand Général et, dans son ombre, ce premier ministre, courriériste de la colère. Quand le grand Général qui « les avait compris », les trahit en fait et s'engage dans la seule politique possible, dont ils ne veulent néanmoins à aucun prix, comment ne croiraient-ils pas que l'histoire recommence ? Il y a un élément subjectif que l'on oublie trop et qui devient pourtant, en ces circonstances, « un facteur objectif » : c'est que ces généraux ont — sauf exception toujours possible — de petites têtes. Ils n'ont pas compris, comme Marx le souligne dans son « 18 brumaire », qu'un événement historique qui se produit deux fois, s'il apparaissait comme une tragédie la première fois, n'est souvent qu'une comédie la seconde. En outre, ce Challe ne semble pas avoir les épaules beaucoup plus solides que la tête. Peut-être ne s'attendait-il pas à la fermeté olympienne de César ? Peut-être ne l'avait-il pas bien « compris » ? En tout cas, il faut constater que ses complices n'ont pas eu la même attitude que lui au moment de la liquidation du coup de force. Zeller s'est rendu plus tard et, peut-être, après d'inavouables tractations. Les autres joueront sans doute un rôle dans les épisodes suivants de la deuxième guerre d'Algérie. En tout cas, ils doivent en avoir l'ambition. Le Salan mérite qu'on s'y arrête : il faillit être « descendu » par les activistes ; s'ils l'ont manqué, ce n'est pas de leur faute. Le 13 mai 1958, il criait : « Vive de Gaulle ! » au Forum. Aujourd'hui, il doit retrouver ses assassins d'hier dans les maquis de « l'armée secrète ». La supériorité de de Gaulle sur ces militaires, comme lui bedonnants, c'est qu'il a non seulement de la tactique — et le bon dieu sait qu'il en a ! — mais aussi de la stratégie. S'il n'a jamais eu l'occasion, comme le rappelle souvent Louzon, de remporter aucune victoire sur le champ de bataille, il a obtenu plusieurs retentissantes victoires politiques. Et la dernière n'est pas la moindre. Rendons à César ce qui est à César : il a tenu le coup. Et sa fermeté n'est pas pour rien dans la fin rapide de ce premier épisode.

Un enseignement qui se dégage de ces quelques jours de haute tension, c'est la fin du mythe de l'armée. L'armée, ce n'est pas quelques généraux et quelques bataillons mercenaires. L'armée c'était aussi, en l'occurrence, des centaines de milliers de soldats malgré eux. Ils savaient de longue date comment désobéir en ayant l'air d'exécuter. César leur a donné le droit de désobéir ouvertement. Puisqu'il sait voir à long terme, il doit être étonné et inquiet peut-être des forces qu'il lui a fallu déchaîner. Toute la conception d'une armée moderne est à revoir. Toutes les époques de changements révolutionnaires — et nous sommes dans une de ces époques — ont montré l'incapacité générale des chefs militaires des époques précédentes, les plus attachés aux traditions depassées.

D'autres traditions surgissent et elles ont tôt fait d'occuper une grande place dans la mythologie nouvelle. Par exemple, il va bientôt être mal vu de ne pas dire assez vite que c'est la classe ouvrière qui a vaincu les généraux d'Alger. Il ne fait pas de doute que la manifestation éclatante d'hostilité populaire au coup de force militaire a aidé César comme il le demandait. Mais ce serait se leurrer et leurrer les autres que de découvrir et d'exalter dans les derniers événements une quelconque victoire ouvrière. Cette opinion, à notre avis fondamentale, étant exprimée, il est temps de dire ce que nous avons fait pendant ces jours de mobilisation et ce que nous avons constaté parmi nous et autour de nous.

***

Bien entendu, il fallait prendre part à l'action, sous toutes ses formes — y compris éventuellement l'action armée — contre toute velléité d'extension à la métropole du coup de force de caractère fasciste. Nous avons pris nos dispositions à cet effet puisque nous étions une des parties composantes d'un *Comité de coordination des groupes révolutionnaires* qui s'est constitué le 24 avril entre différents groupements syndicalistes et libertaires, la C.N.T. espagnole et, aussi, le groupe « Socialisme ou Barbarie ». Une permanence fonctionnait et la liaison était établie notamment avec la Fédération de l'Education Nationale avec laquelle nous pouvions penser obtenir « de quoi écrire » — pour reprendre l'expression d'un animateur du Comité de coordination — c'est-à-dire les moyens d'une lutte effective. Mais, au moins dans l'esprit de la majorité des membres du Comité, il ne semblait pas faire de doute que tout devait être tenté pour sauvegarder l'autonomie et les caractéris-

tiques de notre mouvement, pour ne pas sombrer dans l'union sacrée avec le pouvoir d'aujourd'hui et pour, à aucun moment, ne se confondre avec les totalitaires de l'autre bord, lesquels — est-il besoin de le dire ? — ne perdaient pas leur temps. Au nom de l'Union des Syndicalistes, de la Révolution Prolétarienne et du Cercle Zimmerwald, nous avions préparé le texte d'une circulaire à tous nos amis, à ceux qui nous lisent et qui sont avec nous habituellement. Cet appel, en fin de compte, n'a pas été lancé, le coup de force militaire ayant été rapidement liquidé. Mais nous en donnons ci-dessous le passage essentiel, parce qu'il peut, croyons-nous, établir une sorte de charte pour notre action présente et future :

« *Maintenant que la deuxième guerre d'Algérie est effectivement commencée, nous devons agir contre elle et ses responsables. Cette action ne doit nous entraîner*

- *— ni à l'union sacrée avec de Gaulle ;*
- *— ni à l'embrigadement derrière les « communistes », cette hypothèse n'excluant d'ailleurs pas la précédente.*

« *Notre tâche est de travailler AVEC LES SYNDICATS dans la mesure où ils entreprennent UNE VERITABLE ACTION INDEPENDANTE. Nous devons marcher avec les syndicats F.O. dans les cas trop rares où ils luttent vraiment et, aussi, AVEC LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE de laquelle on est droit d'attendre l'action la moins confuse. Nous ne devons pas oublier la liaison AVEC L'EMIGRATION ESPAGNOLE et AVEC LES TRAVAILLEURS ALGERIENS qui luttent pour l'indépendance.*

« *...A notre avis, nos camarades doivent participer à l'action ouvrière quand elle garde un caractère d'autonomie et quand nous pouvons y conserver tant soit peu le nôtre.* »

***

Notre participation au Comité de coordination prouvait que nous n'en restions pas à des déclarations de principe. Nous estimons que le dit Comité ne doit pas disparaître parce que le premier épisode a pris fin, alors que se dessinent déjà les signes d'un second épisode.

Au cours de ces journées d'alarme, nous avons entendu des camarades qui nous disaient : « Ce qui compte seulement, c'est de défendre les libertés qui restent ! ». Nous acceptons cette formule, mais une longue expérience a montré que les libertés qui restent n'étaient bien défendues que si on n'abandonnait pas dans une cohue, ou dans une armée, les buts mêmes qui font de nous des combattants. Si toutes nos déclarations d'indépendance, d'autonomie ouvrière, d'action directe comme arme de bien-être et de liberté, doivent à chaque coup disparaître devant l'événement même que nous avions annoncé ; si finalement c'est l'union sacrée qui doit l'emporter, alors c'est que tous nos principes ne valent pas cher. Et il faut mettre au rancart ces mots d'ordre pour temps paisibles. C'est le contraire que nous pensons.

Prendre part au mouvement réel, tel qu'il se présente, avec les organisations ouvrières qui ont la possibilité et la volonté de l'influencer et de l'orienter, nous n'y manquerons jamais. Mais il ne faut pas compter sur nous pour être des alliés honteux — et d'ailleurs inutiles — du pouvoir d'état.

C'est pourquoi nous pensons que, dès maintenant, les syndicats doivent reprendre la lutte revendicative. C'est pourquoi nous continuons de préconiser la conférence permanente des organisations syndicales françaises et algériennes dont la coopération est indispensable, non seulement pour imposer la paix et l'indépendance, non seulement pour la lutte commune contre la seconde guerre d'Algérie, mais pour l'étude et la défense de la situation des ouvriers algériens en France comme de celle des travailleurs européens d'Algérie qu'en aucun cas il ne faut abandonner aux ultra-nationalistes et aux généraux, émules de Franco.

LE NOYAU.

Commentaires et comptes rendus

UN PAYS PEUT-IL ECHAPPER A SON HISTOIRE ?

De G. WALUSINSKI :

Tout le monde connait ce mot de Pascal : « Le vide de ces espaces infinis m'effraie ». Il n'y a pas eu beaucoup de changement depuis ce temps. Il ne suffit pas que l'un des rares journalistes ayant quelque chose à dire prenne, en toute modestie, le nom de l'étoile la plus brillante du ciel, pour que le citoyen sache où trouver informations et réflexions sérieuses sur l'évolution du monde.

Il n'est donc pas mauvais de lire, si on le peut, quelques journaux étrangers. D'autant que, de plus loin, on peut mieux voir, ou mieux comprendre, ce que nos petites passions locales et nos querelles de sous-préfectures nous empêchent d'observer.

Sous le titre « Chute des dinausauriens », *The Economist* du 29 avril 1961 analyse le coup d'état militaire et la victoire de de Gaulle. Depuis la chute de Napoléon III, il y a toujours eu en France, — c'est *Economist* que je résume —, le contraste entre les choses telles qu'elles sont et telles qu'on les aurait souhaitées. De là le conflit entre le parti de l'avenir et celui du passé. Evidemment, les courants se mêlent et, en 1958, ce sont les fossiles qui, avec la passivité complice des autres, ont amené au pouvoir un personnage singulier. Les « faiseurs de roi » imaginaient qu'il restaurerait une sorte d'ancien régime (et il faut reconnaitre que « ma cour » a des manières bien surannées). Mais ces comploteurs ont fait un marché de dupe : leur héros aime bien, comme eux, le grand style, les grands mots, les défilés (il a, comme eux, la sainte horreur des choses de l'enseignement et de l'industrie) ; cependant, il a une vue claire des nécessités actuelles de la décolonisation. La renonciation à l'empire colonial n'était pas un fait acquis, en 1958, dans l'esprit des Français. C'est l'œuvre positive de la 5e République d'avoir permis cette évolution. De ce point de vue de Gaulle représente le parti de l'avenir. Sa victoire incontestable sur les « dinosauriens » peut également signifier que le sommeil de la vie politique en France va peut-être cesser.

Ce commentaire, très libre, de deux articles de l'hebdomadaire anglais appelle plusieurs remarques. D'abord, la dernière phrase le souligne, s'il faut reconnaître dans l'issue de cette affaire un succès personnel de de Gaulle, *The Economist* espère que la France reviendra un jour à une vie politique normale. On ne saurait moins dire. Ce que nous voyons, nous, de l'intérieur, nous permet-il d'espérer pour un jour prochain ce réveil ? Je suis personnellement sceptique : pendant la crise, on a vu renaître cet esprit « jacobin » de la patrie en danger qui ne me dit rien de bon, fondé (si j'ose dire) sur une absence d'information et de culture politique, animé par un esprit qui ressortit plus à la récrimination qu'à la révolte, dépourvu enfin du moindre programme révolutionnaire au sens le plus modéré du terme.

Les articles de *Economist* ne font pratiquement

aucune allusion à la situation des Européens d'Algérie. Il devient pourtant urgent de s'en préoccuper. Evidemment, il y a parmi ces Européens, des exploitants et des exploiteurs qui ont, depuis longtemps, préparé leur sortie. Préparé ou réalisé. Il reste une masse de petites gens qu'il est plus facile de mépriser que d'aider. Bien sûr, beaucoup d'entre eux se trompent, se laissent égarer par un attachement sentimental justifié au pays de leur naissance. Il est possible que nous ayons mieux à faire, nous, ici dans la métropole, qu'à les vitupérer. Les faire venir sur nos positions, plutôt, dans tous les sens du mot, y compris le sens géographique.

Je relève enfin cette remarque de *Economist :* « Pour la seconde fois en trois ans, le destin d'une nation moderne semblait dépendre de l'action d'un minuscule groupe d'hommes de guerre professionnels ». Ils est vrai qu'en l'absence d'une structure politique solide, d'une vie politique active, le « pouvoir » est au plus audacieux ; à celui qui sait employer le mot *ordre* avec l'accent le plus mâle pour couvrir le désordre dans lequel il peut s'imposer. Mais le drame est que, même dans un pays ayant une vie politique réelle, des partis politiques, des organisations syndicales, des associations variées pour l'étude et la discussion, il risque d'en être de même sur les sujets essentiels. Un livre récent d'un physicien anglais qui est en même temps romancier, — « *Science and Government* » par C.P. Snow —, pose bien ce problème : les décisions essentielles concernant l'économie ou la défense appartiennent fatalement à un nombre extrêmement réduit de spécialistes. Que peut-il arriver si l'immense majorité des citoyens ne comprend même pas l'importance des choix qui sont alors à décider ?

En mai 58, en avril 60, il était assez facile au syndicaliste de savoir le choix qu'il avait à faire. Face aux dinosauriens, on est facilement « moderne ». Mais, attention : face aux économistes des bureaux d'étude, aux organisateurs de la recherche scientifique et technique, quelles sont, quelles seront, les réflexions et les réactions des syndicalistes moyens que nous sommes ?

L'auteur anglais (encore !) d'une histoire de la France moderne, A.J. Cobban, met en évidence l'activité permanente de « frondeurs » de toutes espèces et le recours périodique aux « sauveurs ». Aussi est-il quelque peu sceptique sur la possibilité, pour la France, d'échapper à son histoire. Le rôle déterminant du contingent dans l'échec des généraux de coup d'état, l'action vigoureuse des étudiants en ce qui concerne la guerre d'Algérie sont des signes capables de combattre ce scepticisme. Encourageons-les.

A LYON : SALLE ARCHICOMBLE A LA BOURSE DU TRAVAIL

De F. RIVIERE :

Pendant le coup de force militaire, j'ai passé tous les jours à la permanence de mon P.S.U. et un soir à la Fédération. Je n'ai passé qu'un jour à F.O. où je n'ai vu qu'un copain. Pas de grande réaction.

Le P.S.U., toujours « progressiste », a fait échouer les manœuvres du P.C.

1° D'après le secrétaire fédéral, un tract signé par C.G.T., C.F.T.C., Etudiants, F.E.N. avait l'approbation du P.S.U., mais était discuté par le P.C. Le P.S.U. déclara qu'il signait ce tract ou qu'il ne signait rien en commun. Au bout d'une heure de discussion, le P.C. était obligé de signer l'appel syndical.

2° Le P.C. voulait organiser des manifestations locales ; il fut obligé de s'aligner sur une manifestation centrale. Ce qui ne l'empêcha pas d'organiser des manifestations locales.

Meeting à la Bourse du Travail de Lyon : salle archi-comble. Deux présidents : un étudiant, un enseignant. Deux orateurs : un C.G.T. (du P.C.), un C.F.T.C. (du P.S.U.).

Il est déplorable une fois de plus que F.O. n'ait pas pris la tête d'une manifestation syndicaliste en l'occurrence, faisant ainsi apparaître les staliniens et les cryptos comme les grands défenseurs de la liberté.

(Fort heureusement l'U.D.-F.O. s'est fait représenter au meeting du 1er mai organisé par l'Union des Syndicats de Travailleurs Algériens où notre camarade Rivière prit la parole en son nom, dans les termes suivants.)

L'INTERVENTION DE RIVIERE

« Camarades,

« Vous avez placé votre meeting sous le signe du souvenir de vos militants assassinés. A ce sujet permettez-moi de rappeler ce que nous disait notre ami Albert Camus :

« **Puisque je m'adresse à des syndicalistes, j'ai une question à me poser et à leur poser. Allons-nous laisser assassiner les meilleurs militants syndicalistes algériens par une organisation qui semble vouloir conquérir au moyen de l'assassinat, la direction totalitaire du Mouvement algérien ?**

« **Les cadres algériens, dont l'Algérie de demain, quelle qu'elle soit, ne pourra se passer, sont rarissimes (et nous avons nos responsabilités dans cet état de choses).**

« **Mais, parmi eux, au premier rang, sont les militants syndicalistes. On les tue, les uns après les autres, et à chaque militant qui tombe l'avenir algérien s'enfonce un peu plus dans la nuit. Il faut le dire au moins, et le plus haut possible, pour empêcher que l'anticolonialisme devienne la bonne conscience qui justifie tout, et d'abord les tueurs.** »

« Malheureusement, si vos avez vos ultras, nous avons aussi les nôtres. Dans les jours tragiques que nous venons de vivre, quand quelques généraux ont essayé d'exploiter les réactions des Algériens d'origine française ou européenne, quand nous avons senti à travers cette révolte la liberté en péril, les chances de paix entre le peuple français et le peuple algérien s'éloigner, alors, tout naturellement, syndicalistes algériens et syndicalistes français, nous nous sommes trouvés du même côté de la barricade.

« Il était donc normal qu'en ce jour anniversaire des luttes ouvrières de même que vous étiez à notre meeting, nous soyons au vôtre. L'Union départementale Force ouvrière m'a mandaté pour vous apporter notre salut fraternel, l'assurance de notre solidarité dans votre lutte.

« La première étape, indispensable, c'est de hâter la fin de la guerre par une véritable autodétermination du peuple algérien. Il faut pour cela que les négociations s'ouvrent avec tous les représentants du peuple algérien.

« Depuis environ trente ans je suis en accord avec votre lutte. Je connais l'œuvre que vous avez entreprise et vous m'excuserez, mais quel que soit mon désir de maintenir l'indépendance du syndicalisme, il ne m'est pas possible de rendre hommage à la lutte des travailleurs algériens sans rendre hommage au père de la Révolution Algérienne, notre camarade syndicaliste Messali Hadj.

« Dans la lutte pour l'idéal qui nous est commun, il appartient au syndicalisme libre de nos deux pays, notamment à l'U.S.T.A. et à F.O., de peser de tout leur poids pour une autodétermination démocratique du peuple algérien. C'est dans un pays indépendant que peuvent réellement se poser tous les problèmes qui vous tiennent à cœur, qui nous tiennent à cœur, les problèmes de l'émancipation ouvrière.

« C'est en particulier notre tâche de faire en sorte que les problèmes douloureux qui vont se poser, se résolvent au mieux des intérêts des travailleurs, notamment de ceux de nos camarades algériens d'origine française ou européenne.

« Il ne s'agit pas de lancer des slogans démagogiques ; il s'agit en premier lieu de revendiquer du pain pour tous. C'est dans ce sens que votre Congrès de Lille mettait en avant par des études sérieuses, un plan de « déclochardisation » de l'Algérie pour les travailleurs, sous le contrôle des travailleurs.

« C'est en luttant contre la misère, c'est en la faisant reculer, que nous jetons les bases du développement de la démocratie, que nous poussons en avant l'expansion économique, que nous allons vers l'émancipation ouvrière.

« Votre lutte, comme notre lutte, sera longue et difficile. Mais c'est dans la mesure où nous mènerons cette lutte pour toujours plus de mieux-être pour tous les travailleurs, sans discrimination raciale, que nous constituerons la force essentielle pour mettre en échec, quels que soient les masques dont ils se couvrent, tous les ennemis de l'émancipation ouvrière, de la paix, de la liberté.

IMPOSANTE MOBILISATION OUVRIERE DANS LA LOIRE

De Jean DUPERRAY :

A Firminy, à Lorette, à Roche-la-Molière, à Saint-Etienne, les camarades de la « R.P. », de l'Union des Syndicalistes, du P.M.S.U.D., ont bien fait leur travail, ce qui explique que je ne vous écrive pas beaucoup. L'organisation de vigilance de l'Union départementale F.O., celle de la C.F.T.C., celle de l'enseignement ont bien valu celle de la C.G.T. Le travail en commun de toutes les organisations n'en a pas souffert.

Après les événements, l'Union départementale F.O. de la Loire a rédigé un numéro spécial de son bulletin où elle résume toute son activité au cours des journées du 22 au 26 avril. A cette date, elle lance un tract où nous lisons notamment :

« Aux premières heures de la nuit, nous apprenions l'échec des factieux, le retour du pouvoir aux mains des autorités légitimes.

« A ce stade, il convient de noter que la réduction de la rébellion est due essentiellement à la résistance des jeunes du contingent, à la volonté populaire exprimée clairement à travers les arrêts de travail et les manifestations provoquées par les organisations syndicales, à la fermeté, enfin nette, du président de la République.

« L'exercice des libertés retrouvé, l'Union départementale Force Ouvrière déclare y avoir, avec ses syndicats, consacré tous ses instants sans rien oublier des problèmes qui la préoccupaient.

« Elle saura exiger avec encore plus d'insistance la paix en Algérie par l'engagement rapide de négociations avec le F.L.N. Elle reprendra la bataille interrompue pour les revendications des travailleurs en rappelant à ses interlocuteurs la dette contractée par le pouvoir à leur égard. »

NON AUX MILITAIRES FACTIEUX NON AU POUVOIR PERSONNEL

Le Cercle Zimmerwald de Niort a répandu, le 25 avril, un tract où il dit :

« Lors du coup d'Etat du **13 mai 1958**, les camarades des partis traditionnels de gauche et d'extrême-gauche nous demandaient de soutenir Pflimlin contre de Gaulle, de soutenir les politiciens de la république bourgeoise contre l'usurpateur ! Pflimlin réclamait les pleins pouvoirs dont on sait qui, en fin de compte, fait les frais, et qui lui furent accordés unanimement par les partis cités plus haut. Il demandait 80 milliards supplémentaires pour la guerre d'Algérie et la prolongation du service militaire.

« Nous avons dit NON à Pflimlin,

« mais OUI à la lutte autonome des travailleurs contre la guerre, **contre les factieux et le capitalisme qui les engendre.** Et nous avons soutenu cette position dans les Comités antifascistes que nous avons contribué à animer.

« Et voici que le coup se renouvelle mais que, cette fois, on nous demande de lutter aux côtés des politiciens bourgeois, soutiens de de Gaulle (molletistes et radicaux), aux côtés des tenants du pouvoir personnel et de leurs C.R.S., aux côtés des responsables de la guerre et de sa durée.

« Une nouvelle fois, **nous faisons la même réponse :**

« OUI pour lutter contre l'instauration de toute dictature militaire mais sans renforcer le pouvoir personnel.

« La riposte ouvrière doit être autonome :

« — pas d'action commune avec les politiciens bourgeois, soutiens de de Gaulle, soit-disant « républicains » ;

« — pas de rangement derrière les directives officielles, ni derrière les C.R.S. matraqueurs passés et futurs d'ouvriers et d'étudiants, pourchasseurs de Nord-Africains. »

GREVE PRESQUE TOTALE AU MANS

De J. HERVE :

Le samedi 22 et le dimanche 23 j'assistais à Paris au Conseil national de la Fédération des employés F.O. Nous étions réunis au 198, avenue du Maine. Aucun service d'ordre. On pouvait rentrer comme un âne dans un moulin. C'est assez triste de constater une absence totale d'organisation en pareil cas.

Le lundi 24, je suis passé à la Bourse du Travail de Tours. Le Congrès de l'Union départementale F.O. avait eu lieu la veille. Unanimité partout. Seul le permanent, Archambault, était là, très calme et décontracté.

Je suis monté au Mans où je travaille. La grève était, là-bas, presque totale. Le soir, au siège de F.O., les militants venaient. Le syndicalisme existe au moins encore un peu dans le coin.

Pour les détails, d'après les journaux manceaux, la grève a été très suivie. Dans certaines communes (Mamers, je crois) le début en a été annoncé par le tocsin. Reste à savoir si les non-grévistes ont commis un péché mortel...

FRANÇAIS ET ESPAGNOLS PATROUILLERENT A CAHORS

De Moïse MARTIN :

Le lundi 24 avril, à l'appel lancé par le gouvernement, les ouvriers en majorité écrasante firent grève pendant une heure, ainsi que les commerçants, lesquels fermèrent tous le magasins.

Il y eut un important rassemblement à la Bourse du Travail où les représentants des syndicats F.O., C.G.T., C.F.T.C. et Enseignants prirent la parole tour à tour pour expliquer le caractère de la grève. Durant l'après-midi, vers 3 heures, les responsables des dites organisations furent convoqués par les autorités afin d'organiser des milices civiles antifascistes.

A cet égard je dois dire que le comportement des camarades espagnols fut magnifique. Durant la nuit de lundi à mardi, ils patrouillèrent avec les camarades français dans les rues de Cahors afin de parer à un soulèvement de type fasciste. Il nous fut promis des armes dès que le danger se ferait sentir.

20.000 MANIFESTANTS A GRENOBLE

De R. JULLIEN :

Responsable syndical du Syndicat national de l'Enseignement technique... j'ai assuré le « lundi de l'affaire » la liaison de la Fédération de l'Education nationale de l'Isère avec la Bourse du travail de Grenoble.

A la base... à noter un sentiment d'amertume devant les décisions syndicales d'une heure de grève générale jugée insuffisante devant le coup de force militaire.

Dans la nuit de dimanche à lundi, les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., U.N.E.F. ont vu le préfet à 3 heures du matin. F.O. fait cavalier seul et répugne à une action commune...

Le préfet informe les syndicats qu'il se porte garant du loyalisme du général de la place, du 4e génie et du 93e régiment d'artillerie de montagne, mais qu'il ne peut pas en dire autant des officiers et sous-officiers du 6e B.C.A. (Le général Faure est un ancien de cette unité.)

Je demande à la C.G.T., au cours de la réunion du lundi matin, d'envisager conjointement une action d'information auprès du contingent et du 6e B.C.A.

Réponse : « Comment veux-tu que l'on informe ? La troupe ne sort pas. Elle est consignée. »

Je rétorque : « En balançant des tracts par-dessus les murs ! »

Réponse : « Camarades, il faut éviter les provocations ».

Nous avons tous le sentiment que la C.G.T. essaie de freiner...

L'après-midi du lundi un défilé de 20.000 personnes a parcouru les rues de Grenoble jusqu'à la place de Verdun où se trouve la Préfecture.

Dans le défilé, les jeunes crièrent : « Algérie indépendante ! L'armée à l'usine ! » en réponse aux « Marseillaise » gueulées par les responsabes de la C.G.T. Ceux-ci intervinrent parfois pour dire : « Ce n'est pas le moment ! »

En fin de défilé, des groupes de manifestants passèrent devant les grilles du 6e B.C.A. et crièrent : **La quille ! Le contingent avec nous !** Des mansardes, les « Bidasse » applaudissaient.

Maintenant chacun reprend son petit train-train, laissant au grand Charles le soin de tout régler avec l'article 16.

DES OUVRIERS RECLAMAIENT DES ARMES

D'André GAYTANT, de l'U.D. autonome du Nord :

« Tout ce que je peux dire est d'une banalité courante : réunion des appareils syndicaux, des conseils municipaux, du conseil général, résolutions, prises de positions, en un mot, tout ce qu'on a pu lire dans la presse.

« Je sais qu'à la suite des pleurnicheries de Debré à la télévision, des camarades se sont spontanément rassemblés près de leurs usines pour tenter de les défendre.

« Il y a eu une petite originalité du personnel des usines Massey-Ferguson, près de Lille, qui se sont mis en grève dès le lundi matin et qui se sont rendus à la mairie de banlieue pour exiger des armes pour attendre les paras. »

CE QUE DISENT LE F.L.N. ET LE M.N.A.

De la Fédération de France du F.L.N. :

« Le putsch du 22 avril 1961, réalisé par les généraux suivis par une partie des cadres de l'armée coloniale française opérant en Algérie, a été la conséquence logique de la politique fondamentale appliquée par les gouvernements successifs français.

« Quels que furent les constitutions, les régimes ou les gouvernements que la France s'est donnée, elle a concrètement depuis sept ans — et sans que les variantes de vocabulaire des responsables passagers du pouvoir changent en rien la réalité — constitué, équipé, fortifié une armée colossale dont la raison d'être est, non pas la défense de la vie, de l'honneur et des biens du peuple français, mais l'étouffement des aspirations humaines parfaitement légitimes d'un autre peuple que les vicissitudes avaient, à un moment donné de l'histoire, placé sous la dépendance française.

« Or, une armée aussi puissante, ayant des objectifs aussi rétrogrades, se mouvant dans le milieu pernicieux des colonialistes établis en Algérie, ne pouvait devenir à la longue que l'instrument idéal pour l'installation du fascisme, dans cette métropole même qui l'a forgée pour lui conserver sa colonie, et devait fatalement se retourner contre le peuple qui, par sa passivité et sans s'en douter, a entretenu cette vipère.

« Il serait toutefois trop aisé de rejeter aujourd'hui l'entière responsabilité du coup d'Etat sur le « quarteron de généraux félons », et infiniment dangereux pour les démocrates et le peuple français de retomber dans l'attentisme une fois l'alerte passée.

« Car, le « socialiste » Guy Mollet qui envoya le contingent en Algérie et fit de cette sale guerre non seulement une expédition de mercenaires mais un conflit de peuple à peuple ; les partis qui votèrent les pouvoirs spéciaux donnant par là des moyens exorbitants aux militaires d'Algérie ; la passivité de certains dirigeants de gauche et du mouvement ouvrier le 13 mai 1958 ; les condamnations que d'aucuns prononcèrent contre les seuls démocrates conséquents qui refusèrent de participer à la guerre abjecte ou approuvèrent le refus de servir comme mercenaires dans l'armée de Salan puis de Challe : voilà autant de faits qui, sous prétexte de réduire la Révolution algérienne, ont pratiquement permis aux factieux de préparer leurs complots et au fascisme de mûrir. »

Quant au M.N.A., il déclare :

« Le Bureau politique du M.N.A. s'est réuni pour examiner la situation après le coup de force franquiste des factieux d'Alger.

« Il constate que cette rébellion est dressée contre l'indépendance de l'Algérie, la démocratie et le gouvernement de la République française.

« Fidèle à son attachement aux principes démocratiques, le M.N.A. se place aux côtés du peuple français dans sa lutte pour la défense de la liberté.

« Le M.N.A. appelle le peuple algérien à la vigilance pour déjouer toutes les manœuvres du colonialisme ultra qui veut maintenir ses privilèges et imposer un régime totalitaire.

« Au moment où l'avenir de notre pays est en danger, le M.N.A. lance un appel à l'union et à la réconciliation de tous les Algériens pour hâter la solution de notre problème et activer la réalisation de nos aspirations nationales. »

L'UNITÉ SYNDICALE DANS LA LOIRE

On a beaucoup parlé d'unité syndicale dans la Loire, en cette fin d'avril 1961. S'agit-il d'ailleurs d'unité ou de quelque curieux chassé-croisé, tel un ballet mal réglé ?

Ce fut d'abord la réunion du 15 avril de « La Table Ronde syndicaliste ». Cette Table Ronde, on le sait, est un essai de travail commun, sur le plan de l'**information**, entre les U.D. de la Loire C.G.T.-F.O. - C.F.T.C., les syndicats d'instituteurs F.E.N.-S.N.I., le Syndicat du Livre C.G.T. C'est la représentation la plus large possible d'un groupement syndical non-communiste; les communistes du S.N.I. ne participant pas à la Table Ronde.

A ne pas confondre avec le G.I.E.C.O. qui, lui, est un essai de travail commun, sur le plan de la **culture**, avec les mêmes, moins les instituteurs; les communistes de ce syndicat des instituteurs ayant admis qu'un effort d'information se fasse avec les non-communistes, mais n'ayant pas souscrit à ce que l'effort unitaire aille jusqu'à la culture.

⁂

Donc, ce samedi 15, la Table Ronde faisait le point. Marchons-nous ou pas dans le sens de l'Unité ? C'est ce que chaque orateur se demanda.

Mathevet, secrétaire de l'U.D. C.F.T.C., survole l'histoire du mouvement ouvrier. Rendant compte de son exposé, le journal local « La Tribune » lui fait dire trois grosses erreurs en une seule phrase : « M. Mathevet, écrit-il, rappelle la Charte d'Amiens, proposée par Léon Jouhaux, sur l'indépendance du syndicalisme, qui ne survit pas au choc de la première guerre mondiale. »

Le journaliste a mélangé un peu tout, a confondu l'action de Jouhaux en 1914 avec la Charte de 1906 qui n'a pas, que je sache, été proposée par Jouhaux !... Rectifions-donc la pensée de Mathevet. L'indépendance du syndicalisme a non seulement survécu à la première guerre mondiale, mais Mathevet la préconise à nouveau comme une condition absolue d'un syndicalisme moderne.

Quant à la Charte d'Amiens, Mathevet en conserve à coup sûr l'esprit, indépendance syndicale n'ayant jamais voulu dire, par plus en 1906 qu'en 1961, ignorance des aspects politiques de l'émancipation des travailleurs. Il est vrai qu'on entend souvent dire à la C.F.T.C. que la Charte d'Amiens préconisait l'apolitisme absolu et aveugle !...

Ravachol, pour le Livre ; Forissier, pour la F.E.N., Soffietto, pour l'U.D. F.O., interviennent à leur tour. Forissier est pessimiste, ne pense pas que l'action syndicale ait été efficace contre la guerre d'Algérie ou la montée du fascisme. Il pense que l'Unité — lorsqu'elle se réalise — est très superficielle.

Soffietto ne voudrait pas qu'Unité signifiât « amalgame » ou « confusion ». L'Unité, pour lui, ce n'est pas la table rase de ce qui peut nous distinguer. L'Unité ne doit pas être le « fourre-tout » où l'on agglutine ensemble toutes les opinions, toutes les tendances. L'Unité n'est pas la conformité du même moule.

Comment alors construire une unité dans la diversité ? La question reste posée après cet échange de vues.

⁂

Six jours après, le 21 avril, la même Bourse du Travail de Saint-Etienne voyait débarquer les grands pontifs de l'Unité syndicale, je veux parler des leaders du P.U.M.S.U.D. eux-mêmes : Lapeyre, Pastre et Forestier.

Dans la salle, comme l'autre jour, le syndicat du Livre et le syndicat des Instituteurs, l'U.D. F.O., encore qu'elle ne soit pas partie prenante au P.U.M.S.U.D., était présente. La C.F.T.C. absente, et la C.G.T. avait publié, dans la presse, un communiqué interdisant à ses membres d'aller écouter les trois orateurs. La presse affirmait d'ailleurs avoir tronqué d'elle-même le paragraphe du communiqué cégétiste qui attaquait personnellement Pastre et Forestier.

Dans de telles conditions déjà, les chances de l'Unité sont faibles : la motion votée le soulignait d'ailleurs, affirmant de concert ces deux notions, aujourd'hui hélas, contradictoires et irréelles. On demande d'un côté : « Un maintien rigoureux de l'indépendance syndicale à l'égard des partis. » On affirme de l'autre que « les multiples actions à entreprendre seraient facilitées par l'existence d'une grande centrale syndicale démocratique dans sa structure et unie par un objectif commun d'émancipation. »

Comment, concrètement, aujourd'hui, réaliser ces deux notions ? La question est posée.

⁂

A peine Lapeyre, Pastre et Forestier étaient-ils rentrés à Paris qu'un quarteron de généraux réalisaient le putsch d'Alger.

Dès 11 heures, ce 22 avril, l'U.D. C.F.T.C. prenait contact avec l'U.D. F.O. et, à 14 h. 15, se réunissaient l'ensemble des organisations syndicales, communistes et non-communistes, C.G.T.-F.O., C.G.T., C.F.T.C., S.N.I., F.E.N.

Challe allait plus vite qu'un syndicaliste pour faire se regrouper les organisations de la Loire. Même si cela n'est que très superficiel, suivant l'expression de Forissier, il fallait faire face au péril. Et, pendant quatre jours, les contacts seront fréquents : entrevues communes avec le préfet, magnifiques défilés dans les rues : 25.000 travailleurs à Saint-Etienne, 10.000 à Firminy, 4.000 à Roanne.

Nous avons même été plus loin. Le lundi soir, l'U.D. F.O. constituait ses groupes de sécurité. Liaisons-voitures, téléphones. L'organisation syndicale n'a souvent pas de liaisons au plan du quartier pour répondre à une attaque nocturne éventuelle. C'est un problème qui, fort heureusement, ne se pose pas tous les jours. Il a donc fallu y pourvoir rapidement.

Et, forts de cette organisation préalable, nous avons pu nous rencontrer, cette fois, non seulement avec les autres syndicats, mais avec les partis politiques de gauche, depuis les radicaux jusqu'aux communistes.

Bien sûr, nous n'avons pas, ce soir-là, parlé de travaillisme ou de la Charte d'Amiens. Bien sûr, n'avons-nous pas, ce soir-là, évoqué Budapest ou le sabotage de la révolution espagnole par les communistes. Mais tout cela était présent à notre esprit. Il ne s'agissait pas, bien sûr, d'abandonner nos principes, mais précisément de les sauver.

Une organisation de sécurité fut donc mise en place dans la Loire, à travers l'ensemble des organisations syndicales et politiques. Réunions sur le plan des quartiers et au sommet, tous les soirs. Rien ne fut toléré qui n'aurait pas obéi aux consignes du sommet. Sans que fut abandonnée pour autant la personnalité de chaque groupement.

Ce faisant, nous allions au devant de mille difficultés qu'il aurait fallu surmonter. Heureusement ni les groupes de sécurité F.O., ni les autres, n'eurent à fonctionner. Mais l'exemple reste valable. Il faudra seulement que nous précisions bien, ici, ce qu'il aurait été possible de faire et ce qu'il n'aurait pas fallu accepter. L'équilibre sur la corde raide demande l'équipement indispensable et l'entraînement continuel.

Vous ne m'empêcherez pas, cependant, de penser que si l'effort que nous avons ébauché ici dans une situation bien précise, était systématiquement poursuivi, du haut en bas de l'échelle du mouvement syndical, spécifique pour chaque problème, la classe ouvrière aurait aujourd'hui une autre gueule et ce n'est pas nous qui serions sur la défensive.

⁂

Mais Challe à la Santé, nous remettions l'épée au fourreau et les contacts d'ensemble aux dossiers.

Chacun a repris son activité, en pleine indépendance. La C.G.T. a proposé un Premier Mai commun sur le plan du département. Ayant expliqué tout ce que nous mettions, nous autres, sous l'étiquette du premier mai, il ne nous était pas possible de confondre unité et amalgame. L'union dans l'action, sans doute; mais non pas unité dans la confusion. Seuls, les Instituteurs feront un Premier Mai avec la C.G.T.

⁂

Quelles leçons tirer de cette tranche de vie ?

Je voudrais souligner, pour ma part, que la coupure essentielle dans la classe ouvrière se situe entre les communistes et les non-communistes; mais que la différence existant chez les non-communistes réside encore dans la tactique à employer vis-à-vis des communistes.

Depuis ceux qui ne veulent pas entendre parler d'eux et les ignorer, repoussant ainsi dans leurs bras tous les hésitants, les ignorants et les indécis, c'est-à-dire en définitive le gros paquet des travailleurs, jusqu'à ceux qui les suivent envers et contre tout; il y a toutes les nuances de ceux qui acceptent ou non telle ou telle circonstance d'union.

Mais, en définitive, ce qui m'apparaît le plus urgent c'est d'abord le regroupement des non-communistes. Serait-il encore vrai que les communistes, non seulement empêchent l'unité ouvrière mais encore disloquent, par leur seule présence l'unité des non-communistes ?

Ne réussirons-nous jamais cette première étape, afin d'aborder la seconde — l'unité avec les communistes — avec tous les atouts en main ?

Il apparaît que là, déjà, nous sommes profondément divisés. Entre les instituteurs qui rêvent encore de 1936 et ont un quart de siècle de retard, entre la C.F.T.C. qui hésite encore à s'engager dans un front non-communiste, avec un trop grand nombre de camarades F.O. qui refusent tous les contacts, il n'est pas facile de travailler à la véritable unité ?

Car, après tout, l'Unité syndicale... chacun lui donne aujourd'hui son visage, c'est-à-dire qu'il la fait fuir à mesure qu'il l'appelle.

L'U.D.-F.O. de la Loire, quant à elle, poursuit sa tâche : que ces rapprochements des uns et des autres, suivant les circonstances, se fassent dans la clarté, et que la diversité sache s'harmoniser. En ce sens, camarades instituteurs, l'effort du G.I.E. C.O. — où l'on essaye de penser ensemble — m'apparaît plus fondamental que la parade du 1er Mai. Avant de jouer une symphonie, les membres de l'orchestre doivent d'abord apprendre le même solfège sur des instruments différents.

M. CHAUSSE.

LE CONGRÈS FORCE OUVRIÈRE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

C'est pendant les journées de l'insurrection algérienne que s'est tenu à Clichy, du 23 au 26 avril, le congrès de la Fédération nationale F.O. des industries de l'énergie électrique et du gaz. Trois cents délégués venus de toutes les régions du pays y participaient.

A leur arrivée, les camarades n'étaient généralement pas pessimistes ; ils estimaient que la révolte des généraux était vouée à l'échec. Dès l'ouverture du Congrès, Werbrouck, secrétaire général de la Fédération, présenta une résolution déclarant que tout devait être mis en œuvre pour qu'interviennent au plus tôt des négociations qui doivent mettre fin à la guerre, et condamnant ceux qui, par la rébellion ou la terreur, tentent de s'opposer à la politique de paix basée sur l'autodétermination, approuvée par la majorité de la nation. Elle déclarait en outre que les militants étaient prêts à appliquer toutes directives de la C.G.T. - Force Ouvrière pour défendre la République et les institutions démocratiques.

Cette résolution fut votée à l'unanimité, sa clarté inspirant confiance. Si bien que les travaux du congrès purent se dérouler normalement pendant cette première journée.

Les interventions portèrent sur toutes les questions qui préoccupent les électriciens et les gaziers. Celle des salaires occupa, bien entendu, la place la plus importante. Depuis plusieurs années, la rémunération des salariés de l'E.D.F. et de G.D.F. est bien inférieure à celle des travailleurs de l'industrie privée similaire. Cet état de choses a imposé depuis trois ans aux fédérations nationales de toutes tendances, de prendre contact et de se mettre d'accord sur les revendications de salaires. Un premier résultat fut atteint en 1959 : une augmentation — insuffisante — du salaire de base fut obtenue, qui devait être appliquée en trois étapes. Mais le coût de la vie a continué à monter, si bien que tous les travailleurs, du manœuvre à l'ingénieur sont fort mécontents et réclament avec force le relèvement de leurs traitements. D'ailleurs, des manifestations du personnel sur les lieux du travail et des démonstrations publiques ont été organisées pour protester contre cette situation. Cet état d'esprit s'est évidemment traduit, à la tribune du Congrès, pendant la première journée des travaux. On entendit aussi de sérieuses critiques contre le régime capitaliste qui se terminèrent par un appel aux travailleurs pour agir en vue d'instaurer un régime socialiste.

Le deuxième jour, les délégués arrivèrent au Congrès plus inquiets. Au cours de la nuit, le gouvernement avait craint l'atterrissage de troupes insurgées venant d'Alger et la menace n'était pas définitivement écartée. Des camarades de province, soucieux de ce qui pourrait se passer dans leur région, émirent l'idée de hâter les travaux du Congrès afin de rentrer dans leur département au plus vite. D'autres, plus optimistes, demandèrent au contraire que le Congrès poursuive normalement l'ordre du jour prévu, ce qui fut finalement adopté. Et la discussion continua.

Des commissions se réunirent pour examiner plus à fond les questions soulevées par les congressistes, et les résolutions qui furent présentées au Congrès concrétisaient la volonté des délégués et reflétaient bien l'opinion des syndiqués.

Sur la question des salaires, la résolution adoptée déclare que le mode de rémunération établi en 1960 n'a pas réglé le problème, que le salaire de base est toujours insuffisant. Elle s'élève contre la fixation d'étapes, celles-ci étant toujours décalées dans le temps par rapport à la hausse des prix et les salaires dus finissent par n'être jamais complètement atteints. La résolution exige l'ouverture immédiate d'une discussion sur la fixation d'un nouveau salaire de base. En outre, elle souligne que « le gouvernement sait faire appel aux travailleurs du pays pour défendre la République et ses lois fondamentales quand elles sont menacées par des factieux voulant étouffer la liberté et détruire la justice, mais qu'il opprime ces mêmes travailleurs quand il s'agit de leur donner les moyens d'avoir un niveau de vie décent ».

Cette question des salaires a soulevé, parmi le personnel de base et les cadres des deux industries nationalisées du gaz et de l'électricité, un fort mécontentement qui pourrait bien se traduire par un grave conflit si le gouvernement persiste à ignorer leurs revendications.

Le Congrès dénonça l'attitude des pouvoirs publics qui ont pratiquement transformé les nationalisations en étatisations. Il réclame le droit, pour les établissements nationalisés de l'E.D.F. et de G.D.F., d'assurer l'équilibre de leurs recettes et de leurs dépenses, dans le cadre d'une gestion à caractère industriel et commercial.

La résolution sur l'orientation syndicale donna lieu à un long débat à la commission. Un délégué proposa d'y inclure une phrase préconisant la réunification syndicale, ce qui ne fut pas accepté. Ce délégué présenta son texte à la séance du Congrès, et son exposé préconisait l'unité sur la base de la démocratie syndicale, c'est-à-dire l'application des principes des syndicats libres. Les camarades qui s'opposèrent à ce projet de résolution regrettèrent également la division syndicale, mais, ajoutèrent-ils, la réunification n'est pas possible présentement, du fait que les communistes continuent à considérer que les centrales syndicales doivent être subordonnées au Parti communiste. C'est donc se leurrer de penser que l'unité syndicale puisse être réalisée sur la base du syndicalisme libre. Ce texte sur la réunification obtint 25 mandats, contre 187.

La résolution sur l'orientation syndicale présentée par la commission et adoptée par le Congrès est ainsi conçue :

Le Congrès :

— Considérant que le souci constant du syndicalisme C.G.T. - Force Ouvrière doit être la création d'une société non capitaliste mais non totalitaire, seule forme de société qui permette à l'homme sa pleine émancipation ;

— Proclame que le devoir permanent de tous est de réagir contre toute atteinte aux libertés, d'où qu'elle vienne et quels qu'en soient les auteurs.

— Considérant que la grève est l'arme ultime des travailleurs pour faire aboutir leurs revendications, se déclare hostile à toute restriction du droit de grève.

— Confirmant l'indépendance du syndicalisme C.G.T. - Force Ouvrière à l'égard de l'Etat, des formations politiques, philosophiques et religieuses ;

— Appelle les travailleurs de nos industries à se défendre, plus que jamais, du corporatisme et à reprendre conscience de la nécessaire solidarité de la classe ouvrière en luttant contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression mises en œuvre par le capitalisme contre les salariés.

— Constate que la sauvegarde des conquêtes sociales de la classe ouvrière et les conditions de son émancipation ne peuvent être réalisées que par le regroupement indispensable de tous les travailleurs sur la base des principes et de l'idéal de la C.G.T. - Force Ouvrière.

Tout en réaffirmant que le syndicalisme C.G.T.-Force Ouvrière doit conserver sa personnalité et son entière indépendance ;

Le Congrès mandate le Bureau fédéral pour prendre, lorsque la situation l'exige, certains contacts en vue d'actions limitées pour des objectifs bien précisés à l'avance.

Dans cette résolution, le Congrès a voulu limiter les contacts de la Fédération F.O. avec la C.G.T. et éviter que des discussions puissent avoir lieu sur des questions politiques.

Bien que ces assises se soient tenues dans une période mouvementée du fait de l'insurrection de quelques généraux, les interventions des militants à la tribune du Congrès furent très intéressantes. J'ai constaté que parmi les orateurs, plusieurs étaient jeunes, que leurs interventions avaient été bien préparées et que leurs suggestions méritaient un réel intérêt. Cette constatation a été également faite dans des congrès fédéraux de l'industrie privée. La propagande en profondeur du Centre d'Etude Confédéral commence à porter ses fruits. L'intérêt de ces jeunes pour le syndicalisme libre est de bon augure.

Clément DELSOL.

Indépendance n'est pas neutralité

Un rapport de Pierre RIGUIDEL
devant le Congrès des Syndicats autonomes de la Région Parisienne.

Le Congrès de l'Union départementale des Syndicats autonomes de la Seine s'est tenu le 6 mai dans une des salles du Musée Social. L'assistance était composée de militants et même — à en juger par le fond et la forme des interventions — de militants expérimentés. On peut regretter cet émiettement supplémentaire des forces syndicales. On ne peut s'empêcher de penser que les raisons qu'ont eues certains de ces militants, métallurgistes, bâtimenteux, postiers, travailleurs de l'aéroport d'Orly, et d'autres, que les raisons qu'ils ont eues d'ajouter encore à la division syndicale ne sont peut-être pas toutes mauvaises. Sans doute certains d'entre eux ont-ils voulu sauvegarder des valeurs syndicalistes auxquelles ils sont justement attachés. On est en droit d'estimer qu'ils ont eu tort de séparer ainsi le levain de la pâte. Mais — répétons-le — ils ne manqueraient probablement pas d'arguments pour expliquer, sinon pour justifier, leur autonomie.

A vrai dire, tous les vents semblent souffler plus ou moins dans cette assemblée. Il apparaît vite que tous ces militants ne comprennent pas de la même façon l'autonomie. S'il y en a qui se tiennent fermement sur des positions ouvrières, d'autres ne paraissent pas insensibles aux effets d'une brise venue d'une toute autre direction. En remontant à son origine, on n'aboutirait peut-être pas très loin des avenues du pouvoir et des velléités « sociales » du gouvernement. Un exemple : un militant des P.T.T. autonomes, le camarade Jonard, ayant dit que le problème principal était celui d'une répartition nouvelle du revenu national dont la solution ne pouvait être que l'œuvre d'une révolution sociale, on entendit un délégué s'écrier avec réprobation : « Ça, c'est du communisme ! ».

Nous voudrions ici mettre en évidence le rapport d'orientation de notre ami Pierre Riguidel, du Syndicat du bâtiment, du bois et des travaux publics, un des secrétaires sortants de l'Union départementale. Le thème de son exposé peut se résumer dans cette formule : indépendance n'est pas neutralité.

Pour résister efficacement à l'emprise politique sur les syndicats, pour opposer à toutes les pénétrations politiques (il n'y en a pas qu'une) une barrière positive, il faut une politique sociale ouvrière embrassant tous les problèmes. Riguidel a montré que la Charte d'Amiens, affirmation d'indépendance, était tout le contraire d'une manifestation de neutralité. L'orateur a insisté sur des tentatives d'un nouveau genre de colonisation du mouvement syndical. Certains hommes qui touchent de près au pouvoir actuel voudraient bien nous convaincre qu'il n'y a plus aujourd'hui de prolétariat. Ils découvrent maintenant qu'ils ont « la tripe sociale ». A cet égard, dit Riguidel, toutes les prises de position — ou les absences de prise de position — de la Confédération Autonome du Travail ne donnent pas satisfaction.

Le rapporteur a exposé les points principaux d'un programme revendicatif général. L'un de ces points est l'abaissement nécessaire de l'âge de la retraite. « Nous ne sommes pas jaloux, dit Riguidel, des régimes particuliers de certains travailleurs de la fonction publique. Mais est-il juste de trouver encore sur des chantiers du bâtiment, occupés à de très durs travaux, des ouvriers de plus de soixante ans ? ». La réduction du temps consacré au travail, l'augmentation de la durée des congés payés doivent aller de pair avec le développement des techniques et l'introduction de l'automation. Le plein emploi d'une population en croissance ne peut pas conduire à l'augmentation de la durée du travail. Pour Riguidel, il y a aussi des « sous-développements » à l'intérieur même des pays industriels hautement développés. Il met en doute la croissance du pouvoir d'achat des ouvriers. Citons ici un de ses arguments, non pas parce que nous le considérons comme décisif dans une discussion toujours ouverte entre nous, mais pour sa valeur concrète et frappante : en 1936, l'ouvrier parisien gagnait dans une heure entre 8 et 10 francs, ce qui lui donnait facilement un repas au restaurant. Aujourd'hui, une heure de travail ne lui paye pas ce repas. C'est la cantine dans le meilleur des cas, ou la gamelle, ou le casse-croûte. Riguidel insiste sur la nécessité de lutter aussi sur le plan de la consommation, d'établir une liaison active entre le mouvement syndical ouvrier et celui des coopératives de consommation.

Enfin, notre camarade préconise une orientation internationaliste, une coordination internationale des programmes syndicaux. Economiquement, il n'y a plus de nations, mais des régions. Les travailleurs de Belgique n'ont pas seulement mené une action utile pour eux. En défendant le niveau de leurs salaires et leurs avantages sociaux acquis au cours de longues luttes, ils ont bataillé au bénéfice de tous les travailleurs des pays du marché commun européen.

Notre ami Riguidel a conclu en reprenant le thème principal de son exposé : le syndicalisme indépendant n'est pas neutre. Il se détermine lui-même sous quelque régime que ce soit. Cela ne va pas sans la définition d'un programme social ouvrier qui n'abandonne à aucun parti, à aucun gouvernement, le soin de défendre la condition ouvrière, les libertés syndicales et l'effort nécessaire de transformation sociale.

R.G.

GAGARINE ET LE SECRET DES HOMMES

La distribution chronologique des événements remarquables est, comme disent les mathématiciens, aléatoire. Jamais il n'a été aussi facile de le constater qu'en ce mois d'avril. Alors que certaine conférence de presse de qui vous savez était prévue pour la une des quotidiens, le tour du monde en cent-neuf minutes du citoyen Gagarine eut la gloire des gros titres. C'est tout juste s'il resta une place pour les échos du voyage de De Gaulle en Gascogne. Allait-on consacrer désormais toutes les pages de nos précieux journaux à l'information scientifique ? Cela n'a pas duré longtemps. Nos bourgades ont eu autre chose à faire, avec les marches et contre-marches de nos condottieri. Ainsi tout rentre dans l'ordre et « la-nation-au-glorieux-passé » retourne à son vice.

Notre sens critique n'étant jamais en défaut, il est même possible que nous ayons souri devant le débordement d'enthousiasme en faveur du premier cosmonaute : « Gloire à vous, géants de la science... gloire à toi, pays des téméraires, gloire, gloire, gloire. » (Trois fois gloire là-bas ; ici trois fois hélas ; il n'y a pas qu'une différence de tempérament.)

Il est évident que dans toute glorification d'un héros, il y a de l'indécence. En ne louant que la réussite éclatante, on néglige ou on méprise tout ce qu'elle doit aux échecs qui l'ont précédée. Dans le progrès des sciences et des techniques, en particulier, les innombrables essais infructueux, les recherches vaines, les échecs cuisants sont l'occasion d'un héroïsme obscur, d'une vertu, d'un courage, d'une sagacité qu'il faut admirer plus encore qu'on ne le fait chez celui qui a peut-être bénéficié d'une faveur du hasard. Il ne faut évidemment pas pousser la remarque jusqu'au paradoxe : le héros serait celui qui échoue. Mais en écoutant les louanges universelles pour Gagarine, il était juste, il est juste que nous pensions à tous ceux qui ont permis la réalisation de son exploit. Et pas aux savants et techniciens russes seulement. Alors, si l'on veut bien considérer Gagarine comme le fils de toute la science et de toute la technique de l'humanité, mais alors seulement, il est bien notre héros.

Cependant, plutôt que de discuter sur l'héroïsme, la vraie question n'est-elle pas d'apprécier, si possible, l'importance de l'événement ? Le situer d'abord dans l'ensemble des découvertes scientifiques, des réalisations techniques. Evaluer ensuite, dans la mesure où cela peut se faire, sa portée : quelle sera la place du 12 avril 1961 dans l'avenir de l'humanité ? Augustin, évêque d'Hippone, a très bien dit : « C'est pas hasard qu'on prédit vrai. » Soyons donc prudent et efforçons-nous d'abord de comprendre. Comme il y faut grand savoir, apprenons. C'est d'informations que nous avons besoin, non de présages.

***

Rappelons quelques faits. Le lancement du premier satellite, **Spoutnik I**, date du 4 octobre 1957. Bientôt suivi de **Spoutnik II**, le 3 novembre 1957 : c'est le satellite de la chienne Laïka, dont le corps, tel celui d'Ariel, s'est dissipé dans l'espace. Nous n'avons, en France, qu'une faible idée du retentissement de ces succès aux Etats-Unis. Le succès de la recherche concernant l'énergie nucléaire, la réalisation des bombes, des piles (aux U.S.A. et en Grande-Bretagne), la construction des sous-marins à propulsion par l'énergie nucléaire, offraient l'inconvénient de tous les triomphes : faire croire aux responsables de l'administration américaine que tout serait toujours possible aux savants et techniciens américains. **Spoutnik I** aura eu l'incomparable avantage de réveiller les énergies. Nous ne recueillons qu'un faible écho des discussions, des recherches qui, dans tous les domaines de l'enseignement et de la recherche scientifique, témoignent d'un effort remarquable pour que, aux U.S.A., la jeunesse puisse jouer son rôle dans le monde à venir. Par parenthèse, imaginez un moment que la France soit débarrassée de sa guerre d'Algérie : pensez-vous que nos syndicats, nos administrations, notre pouvoir seront capables de promouvoir une formation de la jeunesse adaptée aux conditions scientifiques et techniques de son temps ? L'importance donnée par plusieurs journaux à des querelles d'un autre âge peut en faire douter.

Le réveil américain a été encouragé par de nombreux succès dans ce domaine de l'exploration spatiale. **Explorer I** (lancé le 1er février 1958), **Vanguard I** (lancé le 17 mars), **Explorer III** (lancé le 26 mars) ont établi aussi quelques records : **Vanguard I** culmine à près de 4.000 kilomètres (les deux tiers du rayon de la terre) et il échappe suffisamment aux couches supérieures de l'atmosphère à son point le plus bas (625 kilomètres) pour que sa longévité puisse être évaluée à plusieurs siècles. **Explorer I** lui-même gravite encore autour de la terre et détient donc actuellement le record de la longévité.

Le lancement suivant fut celui de **Spoutnik III**, le 15 mai 1958 : remarquable par sa masse, 1.325 kilos, il transportait des instruments de mesure variés. Cela illustre bien la différence des méthodes employées par les deux compétiteurs : là où les Russes envoient un gros satellite aux missions multiples, les Américains préfèrent (ou sont obligés de préférer) une série de petits satellites distincts. Cela correspond sans doute à un retard technique concernant la propulsion.

Il n'est pas question de poursuivre ainsi toute l'histoire des satellites. A la fin de février 1961, il y avait eu 45 satellites artificiels (36 envoyés par les U.S.A., 9 par l'U.R.S.S.). Sur ce total, 21 étaient encore sur orbite. Et ce total ne comprend pas quatre planètes artificielles (deux russes et deux américaines), non plus que le satellite russe qui percuta la Lune, non plus, enfin, que **Vostok**, la capsule de Gagarine. Il faut une recherche minutieuse, dans la documentation scientifique courante, pour établir, à tout instant, le compte exact des objets en circulation. Il sera sans doute aisé de relever, dans cet article, des inexactitudes ; nous ne manquerons pas de signaler les corrections.

Essayons de classer ces objets (j'y suis aidé par les études de P. Muller, astronome à l'Observatoire de Paris-Meudon). En plus des trois « **Spoutnik** », déjà cités, il y a eu trois « **Vanguard** », vulgairement nommés « Pamplemousse » ; ils ont inauguré les batteries régénérées par l'énergie solaire. La série des **Explorer** vient de s'enrichir, le 27 avril 1961, d'un nouveau spécimen, le numéro XI ; plusieurs exemplaires de la série ont été numérotés, bien que leur lancement ait échoué, II et V en particulier ; c'est à I, III et IV que l'on doit l'une des plus importantes découvertes : les zones de van Allen. Les **Discoverers** (lancés eux de Californie, à Vandenberg, et non du Cap Canaveral, en Floride) sont beaucoup plus gros ; leur but est l'étude de la rentrée dans l'atmosphère et la récupération ; les lancements des numéros III, IV, IX et X ont échoué ; les autres ont été envoyés sur orbites polaires ; après plusieurs survols des régions arctiques, ils doivent libérer, à la dix-septième révolution, une capsule récupérable ; le numéro 13 (envoyé le 10 août 1960) a permis

cette réussite pour la première fois ; le numéro 14 l'a répétée.

Les **Spoutnik IV** et **V** peuvent être rapprochés des précédents : IV, envoyé le 15 mai 1960, ne peut être récupéré ; il s'est fragmenté en six morceaux qui ont été suivis quelque temps. Le numéro V, envoyé le 19 août, emportait deux chiennes et des souris qui ont été récupérées en bon état le lendemain.

La série américaine des **Transit** 1 B (envoyé le 13 avril 1960) et 2 A (envoyé le 22 juin 1960) avait pour but d'expérimenter des nouvelles méthodes pour « faire le point ». Le recours à ce **Transit** 2 A qui transportait un étalon de temps, permet à un navigateur de connaître sa position à la surface de la terre, à 160 mètres près.

Le satellite américain **Score** (18 décembre 1958) et le célèbre **Echo 1** (12 août 1960) que beaucoup d'entre nous ont pu voir dans le ciel, l'été dernier, ont servi à des expériences sur les télécommunications. Les **Midas** sont des satellites-espions, capables de déceler des explosions nucléaires. Enfin les **Tiros** (I et II envoyés le 1er avril et le 23 novembre 1960) ont un programme d'observation météorologique ; des cartes de nuages relevées par **Tiros II** au-dessus de l'Atlantique montrent l'intérêt de ce programme qui sera poursuivi (III et IV cette année, puis une nouvelle série de **Nimbus** en 1962) en coopération avec plusieurs pays (un centre européen de recherches spatiales se constitue, parallèlement au Centre Européen de Recherches Nucléaires, ou C.E.R.N., de Genève, qui vient déjà de s'illustrer par une découverte sur les mésons).

Excusez cette liste qui pourtant omet encore les **Lunik** lancés vers la Lune (le II a percuté la surface, le III a contourné et photographié l'hémisphère inconnu), les **Pionniers**, dont IV et V ont établi (septembre 1959 et février 1960) des records de distance de transmission radio (près de 50 millions de kilomètres), et le **Venusik** qui doit s'approcher de moins de 100.000 kilomètres de Vénus le 20 mai.

Au terme de cette fastidieuse énumération, la satellisation de **Vostok** et de son cosmonaute, le 12 avril, n'apparaît plus que comme un épisode.

***

C'est pourtant un épisode remarquable. Du point de vue de la propagande, c'est trop évident. Mais il n'y a pas que cela. L'équipement radio-électrique perfectionné ne peut pas tout. Il est vrai que la découverte, par les **Explorer I**, III et IV des zones dites de van Allen, zones de condensation des particules électrisées et qui font de la Terre, sans qu'on s'en soit douté, une planète avec des anneaux (comme ceux de Saturne, à ceci près que ceux de Saturne sont visibles et n'ont pas la même composition ni la même forme !), est une des plus belles réussites techniques de cette aventure. Il reste évident qu'au laboratoire le plus perfectionné du monde, on ne trouvera jamais rien s'il n'y a pas des chercheurs habiles pour s'en servir. Et surtout pour inventer une méthode, poser le problème nouveau qui est le véritable moteur de la recherche. Du seul point de vue de celui-ci, l'exploration de l'univers réclame des explorateurs.

Nous n'avons pas besoin d'un dessin pour concevoir quel intérêt les grandes puissances militaires portent à l'astronautique. Les crédits considérables engloutis dans l'espace, si j'ose dire, font rêver ceux qui ont tant de mal à obtenir la construction d'une école ou d'un hôpital. Cette science militarisée a des côtés bien sombres : pensez au pouvoir monstrueux délégué à un cosmonaute plus ou moins adroit et qui n'aurait qu'à presser sur un bouton pour lâcher sur un continent une bombe à hydrogène. Allant de pair avec cette militarisation, il y a une politique du secret qui empoisonne les relations scientifiques et politiques. Pour avoir écrit que l'aspect le plus important de l'exploit de Gagarine était militaire, **The Economist** est rangé par **la Pravda**, qui est orfèvre, dans le clan des « empoisonneurs de sources ». Et pourtant, comment expliquer le secret jalousement gardé sur le lieu d'envol, le lieu d'atterrissage, le mode de ralentissement ?

On peut militariser la science, bâillonner des savants, on ne peut tuer la science. Si les préoccupations militaires ne sont évidemment pas absentes des programmes américains, une conception plus ouverte de l'information, un goût plus sportif du risque, une attitude plus courageuse devant les échecs inévitables qui jalonnent la route du succès, font un heureux contraste avec les louanges stéréotypées des hériters de Staline. Attitude qui trouve sa récompense (la vérité paie comptant) : les prévisions sur l'orbite de **Echo I**, le satellite-ballon, ont été communiquées à l'avance aux astronomes de divers pays (à Meudon, en particulier) et elles se sont révélées tout à fait conformes à la réalité observée.

Là sans doute est le trait marquant de ces travaux : l'extrême précision atteinte dans l'organisation des expériences. Naturellement, tous les risques ne sont pas écartés. Il est probable qu'il y aura des héros malchanceux. Mais les conditions mêmes des expériences, l'importance des moyens mis en jeu, exigent une préparation dont fort heureusement nos « quarterons » locaux n'ont pas l'idée. D'après les données fournies au laboratoire par un satellite au fur et à mesure de sa marche, une calculatrice électronique prévoit l'orbite et permet de corriger les prévisions antérieures : à tout instant, on sait mieux ce qui va se passer. La précision de l'instrumentation scientifique va de pair avec la précision dans l'organisation du travail. L'œuvre est collective, même s'il n'y a qu'une place dans la capsule satellisée. C'est tout un groupe fort nombreux d'ouvriers, de chercheurs et de techniciens de tous les pays qui a reçu, sur la place Rouge, le baiser de Khrouchtchev.

Une autre question n'est peut-être pas sans importance : ce baiser, est-ce la plus haute des récompenses ? L'immense travail des chercheurs et des techniciens trouve-t-il son aboutissement dans cette gloire de fête foraine ? Evidemment non ; nous avons de plus hautes ambitions. J'essaierai, pour conclure, de les préciser.

La science vit. La preuve, c'est qu'elle progresse. Les découvertes se suivent, s'étayent. La théorie profite des perfectionnements techniques, ouvre de nouveaux champs à l'imagination des inventeurs. Ce mouvement est rapide ; trop rapide, si l'on considère les difficultés que nos sociétés ont à s'adapter aux conditions nouvelles. Il faut un effort individuel permanent pour suivre, même de très loin, l'évolution des idées, l'enrichissement des connaissances. Il n'y a plus de temps libre, plus d'énergie disponible pour défendre les petits privilèges locaux ou individuels « justifiés » par la plus respectable des traditions (chaque tradition étant plus respectable que toutes les autres, exemple d'un ordre curieux qui se retrouve dans l'ensemble des gens intelligents !). Mais cette science, œuvre humaine par excellence, peut être aussi la plus inhumaine par abandon des pouvoirs qu'elle remet entre les mains de quelques-uns. Il faut donc que son pouvoir appartienne à tous. Cela n'est pas possible sans un minimum de compréhension des notions, des techniques, des langages qu'elle emploie. A l'interrogation : « de quoi demain sera-t-il fait ? », nos grand'mères répondaient : « je ne suis pas dans le secret des dieux. » Mieux vaudrait que tous nos fils soient, demain, dans le secret des hommes.

Gilbert WALUSINSKI.

Notes d'Economie et de Politique

LA GUERRE CONTINUE

Ainsi, la seconde guerre d'Algérie se poursuit.

Après le lever de rideau au plastic, le prologue des généraux.

Les deux principaux enseignements de ce prologue sont, d'une part, que les généraux français ne sont pas plus capables de réussir un putsch que de gagner une guerre, et pour la même raison : bêtise et vanité ; et d'autre part qu'un Etat qui n'a comme base que la mégalomanie d'un psychopathe est extrêmement fragile.

Quant au gros du drame, il reste encore à jouer.

VALMY !

C'est le mot qui m'est venu à l'esprit en apprenant la victoire des révolutionnaires cubains.

Certes, il y a bien des différences de détail, quand ce ne serait que l'énorme disproportion des effectifs engagés dans chacune des deux batailles, ainsi que l'absence de troupes étrangères à côté des émigrés cubains.

Mais l'essentiel y est. Pour les Cubains d'aujourd'hui comme pour les Français de 89 il s'agit de défendre une révolution qui est dirigée essentiellement contre le propriétaire foncier d'abord, puis contre son allié, le curé, et que des Etats voisins essayent d'étrangler par crainte des répercussions qu'elle pourrait avoir chez eux. Pour ce faire, ces Etats arment les privilégiés émigrés qui ont fui leur pays, dans le but de les y faire rentrer en vainqueurs.

Mais, dans les deux cas, l'entreprise a échoué. Elle a échoué parce que, dans les deux cas, tout le peuple du pays en révolution s'affirma solidaire de sa révolution ; il fit ainsi comprendre aux conjurés que les moyens qu'ils avaient engagés étaient insuffisants et qu'il leur fallait donc revenir d'où ils étaient partis, comme à Valmy, ou laisser exterminer les troupes engagées, comme à la Baie aux Cochons.

Ainsi, en 1961 comme en 1792, la Révolution se montre victorieuse. Victorieuse aussi bien à l'égard de ses propres contre-révolutionnaires qu'à l'égard des contre-révolutionnaires de l'étranger. Les Etats-Unis qui, comme ils le reconnaissent maintenant, avaient organisé, armé et financé les envahisseurs, sortent vaincus de l'aventure, tout autant que les émigrés.

Mais la comparaison ne s'applique pas qu'au passé, elle vaut également pour l'avenir.

Cette première victoire militaire de la Révolution a créé, dans les deux cas, une situation difficile à laquelle la Révolution se doit de faire face, mais cette fois, il lui faudra, pour ce faire, employer des moyens quelque peu différents de ceux usités la première fois.

Après Valmy, il ne pouvait pas y avoir de doute. Les rois et les féodaux de Prusse, d'Autriche et d'ailleurs, ne resteraient pas sur leur échec. Ils voulaient la mort de la Révolution. Ils feraient tout pour y parvenir. Une fois passée la première surprise causée par une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas, ils reviendraient à la charge, avec des moyens accrus. Il fallait donc se mettre en mesure de leur résister ; pour cela, constituer au plus vite une armée redoutable, d'une puissance telle qu'elle soit capable de tenir tête à l'Europe tout entière.

Et ce furent alors les guerres de la Révolution, suivies par une conséquence naturelle : l'empire et ses guerres. Eh bien ! pour Cuba la situation est la même, mais la solution, tout en étant du même genre, revêt une autre forme.

Après l'appui que les Etats-Unis ont donné publiquement à ses émigrés, Cuba est en droit de penser que ceux-ci, tout comme la Prusse et l'Autriche de 92, ne s'en tiendront pas là. Qu'ils recommenceront et, cette fois, sur une échelle d'une tout autre grandeur. De même que les Girondins et les Jacobins, Castro doit donc faire face à la menace.

C'est ici qu'apparaît la différence. En se mobilisant tout entier, le peuple français pouvait, ainsi d'ailleurs que l'expérience le prouva, tenir tête à l'Europe ; or, il n'en est pas de même pour le peuple cubain qui ne peut pas faire face, à lui seul, aux Etats-Unis. Si ceux-ci mobilisent contre les 6 millions de Cubains même seulement une toute petite fraction de leur puissance militaire, il va de soi que Cuba sera dans l'impossibilité de présenter une résistance efficace. Il lui faut donc chercher une protection extérieure. Celle-ci est toute trouvée : depuis le premier jour elle s'offre, c'est celle de la Russie. Se mettre sous la protection de l'autocrate moscovite est pour les Cubains le seul moyen d'échapper à la contre-révolution qu'entend leur imposer Washington.

Mais se mettre sous la protection, c'est également se mettre sous la dépendance. Castro ne peut compter avec certitude sur l'aide de Kroutchev qu'à la condition de lui donner des gages, des gages politiques. Et c'est pourquoi il a proclamé, le 1er Mai, Cuba république socialiste. Ce qui implique que Cuba fait désormais partie du camp « socialiste » et que le camp qui se dit « socialiste » se doit donc de la défendre.

De la défendre envers et contre tous. Et par tous les moyens. De la défendre contre les voisins américains. Et, au besoin, par fusées. Et, si nécessaire, par fusées atomiques.

Ainsi, par un enchaînement similaire, Valmy a abouti à la création d'un empire, et la Baie aux Cochons va aboutir à l'intégration à un empire.

***

Ce processus est-il cependant vraiment inéluctable ? Rien ne peut-il l'enrayer ?

Si, comme les rois et les empereurs de l'Ancien Régime, la présidence des Etats-Unis continue à pousser à la destruction de la Révolution, il est vain de chercher ce qui pourrait empêcher que les choses se passent comme nous venons de le dire. Mais, l'homme de la Maison Blanche doit-il nécessairement se montrer aussi peu intelligent que Frédéric-Guillaume ou que François II ?

En fait, il n'est qu'un seul moyen d'empêcher Cuba d'entrer dans l'orbite russe : c'est que Washington procède à un renversement total de sa politique à l'égard de Cuba et même, plus généralement, à l'égard de l'Amérique latine. Qu'on y cesse de confondre la défense de la liberté avec celle des propriétés de l'*United*

Fruit ! Qu'on n'y crie point « au communisme » chaque fois qu'un pays procède à une réforme agraire ! Qu'on y cesse de se croire menacé par la dictature moscovite parce qu'un dictateur qui assure la défense des capitalistes yankees est chassé par une révolution populaire !

Sinon, l'engrenage est fatal : parce qu'un Etat a nationalisé des entreprises appartenant à des trusts nord-américains, Washington se livre à des représailles économiques, tel le refus de continuer à acheter le sucre cubain ; l'Etat dont l'économie se trouve ainsi bouleversée ne peut la rétablir qu'en faisant appel à l'U.R.S.S. ; la Maison Blanche aussitôt de clamer que cette aide économique d'un pays communiste est une menace à sa « sécurité » (sic) ; en conséquence elle entreprend une opération militaire du genre de celle qu'elle fit contre le Guatemala et qu'elle vient de rééditer contre Cuba ; le pays ainsi menacé militairement n'a plus besoin alors seulement d'une aide économique mais d'une aide politique et militaire, et c'est naturellement encore à Moscou qu'il lui faut aller la chercher.

Eh bien ! M. Kennedy, si vous voulez éviter cet engrenage, autrement dit, si vous êtes un véritable homme d'Etat, il vous faut abandonner la politique que vous a légué votre prédécesseur, et cela non seulement en paroles mais dans les faits. Et le faire immédiatement ! Demain il serait trop tard.

Je sais que ce n'est pas facile. Il vous faut d'abord retourner l'opinion publique de votre pays, qui, comme toutes les opinions publiques, adore jouer les matamores avec les faibles. Cependant, en rappelant avec assez d'insistance que la faible république cubaine n'est pas seule, que si on la bouscule trop on risque d'avoir affaire à l'ogre russe, vous calmerez assez vite les ardeurs belliqueuses de vos va-t-en-guerre.

Il vous faudra aussi, évidemment, échapper aux pressions que ne manqueront pas d'exercer contre vous l'*United Fruit* et toutes les grandes compagnies qui se sont trouvées ou qui risquent de se trouver lésées par des nationalisations. Mais vous pourrez sans doute leur faire comprendre, à elles aussi assez facilement, que leur « intérêt bien compris » et « l'intérêt général » du capitalisme exigent qu'on fasse la part du feu.

D'ailleurs, vous aurez, semble-t-il, un personnage de marque pour vous aider dans ce travail. Le président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat ne vous a-t-il pas mis en garde contre l'opération cubaine dès qu'il en a été averti, et ne vient-il pas également de vous mettre en garde, publiquement cette fois, contre une aventure du même genre au Laos ?

Renversez donc la vapeur !

Renouez petit à petit des relations normales avec Cuba ! Réachetez son sucre ! Cela, bien entendu, tout en la laissant poursuivre librement, à son gré, son expérience révolutionnaire. Et je vous assure qu'alors, vous n'aurez plus à craindre l'établissement de bases russes à 150 kilomètres de vos côtés ce qui vaudra bien d'être payé même par une diminution des dividendes de l'*United Fruit !*

INTERNATIONALISME ET UNIFICATION DU MONDE

Dans un article publié par la « R.P. » en janvier dernier, à propos du référendum, Péra disait fort justement que nous étions bien loin de l'internationalisme du Manifeste Communiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Nulle part, en effet, on ne voit s'établir une solidarité sérieuse entre les prolétariats, contre leurs bourgeoisies. Au contraire, partout, le prolétaire se sent, en fait, beaucoup plus solidaire de son Etat national et de ses compatriotes bourgeois que des ouvriers des pays voisins.

Au point de vue idéologique, si je puis dire, et c'est à ce point de vue que se plaçait le Manifeste dans sa fameuse formule, il est donc bien certain que l'internationalisme a fait faillite. La classe ouvrière est moins internationaliste aujourd'hui qu'au temps de la fondation de la première Internationale, soit il y a tout près de cent ans.

Mais si l'on n'envisage plus l'évolution des idées ou des sentiments, mais celle des institutions, est-ce que le monde n'a pas progressé sous le simple empire des faits, et sans bien s'en rendre compte d'ailleurs, vers ce que j'appelais naguère, pour le différencier précisément de l'internationalisme prolétarien : l'inter-nation.

« Plus d'armées ! Et plus de frontières ! » chantait-on vers 1900, car les deux idées de la solidarité du prolétariat et de la suppression des Etats nationaux furent toujours intimement mêlées.

« Plus d'armées » ? Certes, aucun progrès n'a été fait dans cette direction et l'on sait bien pourquoi.

Mais « plus de frontières » ? Ici, est-ce qu'une tendance marquée n'existe pas, sinon encore à supprimer les frontières, du moins à en abaisser les barrières ?

L'Europe a déjà largement progressé et s'apprête à le faire plus encore, avec le marché commun, sur la voie de l'unité économique, ainsi que sur la voie de l'unité de la défense du fait de l'existence de l'O.T.A.N., pour qu'une guerre entre les différents pays qui la composent (je parle, bien entendu, uniquement de l'Europe de l'Ouest) soit dès maintenant inconcevable ; or, je crois bien que c'est la première fois que cela se produit dans l'histoire. Il n'est même pas impossible que le jour où le mégalomane aura disparu de la scène, l'unification économique et militaire qui est en train de se poursuivre se prolonge, au moins en ce qui concerne l'Europe continentale, par une unification politique, du type fédéral ou confédéral.

***

Sous une autre forme, moins apparente et plus subtile, il y a aussi d'autres barrières qui se sont abaissées : ce sont les barrières entre les races.

Pour l'Européen du siècle dernier, même s'il était un ouvrier membre de la première Internationale, les peuples indigènes restaient des peuples à part. Peu connus, apparaissant, quand on en voyait quelques spécimens, sous des accoutrements fort différents des nôtres, exposés même parfois au Jardin d'Acclimatation entre le chameau et la girafe (1), ils apparaissaient, même à ceux qui étaient les mieux intentionnés à leur égard, comme des êtres tout à fait particuliers qu'un abîme séparait de nous et qui nous étaient, en tout cas, fort inférieurs.

Aujourd'hui, peut-on dire qu'il en est encore ainsi ?

Certes, ceux qui ont un intérêt direct à mépriser l'indigène parce que ce mépris légitime à leurs yeux la domination qu'ils exercent sur lui, professent encore les mêmes sentiments. Pieds noirs d'Algérie, Afrikanders du Transvaal ou de l'Orange, Américains du Mississipi ou de la Géorgie n'ont pas changé d'opinion ou d'attitude à l'égard des Arabes, des Cafres ou des Nègres.

Mais les autres ?

---

(1) Tel fut le cas, par exemple, des Hottentots.

Les autres, progressivement et sans s'en rendre compte, se sont mis à considérer Africains et Asiatiques à peu près comme leurs égaux. Cela pour une bonne raison, c'est qu'Africains et Asiatiques se sont montrés leurs égaux, leurs égaux en force.

On ne respecte que ce qui est capable de vous résister. Dès le jour où les peuples d'Asie et d'Afrique se sont mis à résister à l'Européen, et qu'ils lui ont même résisté victorieusement en l'obligeant à leur rendre leur liberté, l'Européen, de ce fait même, s'est mis à les respecter. Que ce soit par la résistance passive, par le terrorisme, par la guerilla ou par tous ces moyens à la fois, que l'indigène ait vaincu l'Européen, il n'importe ! Du moment qu'il l'a vaincu, il est devenu son égal.

Et voilà donc encore une frontière qui a disparu ! Il n'y a plus de barrière morale, comme il y en avait seulement encore il y a vingt ans, entre l'Anglais et l'Hindou, entre le Français et le Tunisien, parce que l'Hindou et le Tunisien se sont montrés d'une force égale à celle de l'Anglais et du Français. C'est l'équivalence des forces qui a créé l'équivalence des droits. Et des individus pourvus de droits égaux sont obligés de se considérer comme égaux à tous points de vue.

***

Abaissement, donc, des frontières économiques et politiques entre les diverses nations de l'Europe, abaissement des frontières morales entre les races humaines, ce n'est peut-être pas là exactement de l'internationalisme au sens du Manifeste communiste, mais c'est incontestablement un pas vers l'unification du monde des hommes. Les tenants de l'idée de l'Internationale ont disparu, mais, comme il arrive souvent pour les idées révolutionnaires, les faits ont fini par aller dans le sens de l'Idée.

Reste la question de savoir si cette unification est en dernière analyse favorable ou défavorable au progrès humain. Mais c'est là une autre histoire !

LA GRANDE PROSPERITE DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Chaque semaine l'hebdomadaire financier, la *Vie Française*, publie en page 4, soigneusement encadrée, une analyse succincte des résultats obtenus par les grandes entreprises françaises qui viennent de publier leurs bilans et d'annoncer leurs bénéfices.

Voici les titres sous lesquels ont été annoncés ces résultats dans les deux derniers numéros de ce journal ; je n'en ai omis aucun et seul ce qui figure entre parenthèses a été ajouté par moi :

« Vie Française » du 28 avril :

Banque de l'Indochine : maintien du dividende global.

Kléber-Colombes (pneus) : dividende net porté de 2,94 à 3,06 NF.

Matériel Electrique S.W. : augmentation des résultats et du dividende.

J.J. Carnaud (métallurgie) : maintien du dividende.

Ugine (aluminium) : forte progression des résultats. Dividende global majoré de 62 %.

Auby (produits chimiques) : importante opération financière décidée par le conseil (il s'agit d'un distribution d'actions gratuites).

Delattre et Frouard (métallurgie) : répartition globale aux actionnaires accrue de 57 %.

Générale d'Entreprises (travaux publics) : augmentation des bénéfices et du dividende global.

« Vie Française » du 5 mai :

L'Air Liquide (produits chimiques) : dividende maintenu sur le capital augmenté.

Clin-Byla (produits chimiques) : coupon maintenu sur le nouveau capital.

Nivéa : forte augmentation de la répartition (augmentation de 50 %).

Textil : dividende net de 2,75 NF contre 2,50 NF.

De Wendel (sidérurgie) : dividende brut porté de 3,50 NF à 4 NF.

Tréfileries et laminoirs du Havre (métallurgie) : répartition globale augmentée.

Hauts fourneaux de la Chiers (sidérurgie) : dividende net maintenu à 10,50 NF.

Rateau (constructions mécaniques) : coupon net porté de 2,50 NF à 3,50 NF.

Hotchkiss-Brandt (construction mécanique) : 2 NF contre 1,75 NF par action.

Comme on le voit, l'industrie française est actuellement en pleine prospérité : les bénéfices et les dividendes sont partout accrus.

C'est pourquoi vouloir limiter à 4 % l'augmentation des salaires ne peut être que le fait d'un gouvernement aussi bassement bourgeois que celui que nous subissons.

Robert LOUZON.

LA LUTTE POUR LA DÉCOLONISATION ET LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

L'impérialisme européen dans sa forme coloniale, c'est-à-dire l'expansion territoriale à la recherche des matières premières et des marchés — qui a débuté au XVIIIe siècle et connu son essor au XIXe siècle — a couvert toute l'Afrique et la majeure partie de l'Asie.

Il a asservi des peuples qui, pour la plupart, possédaient une vieille civilisation. Loin de composer avec ces peuples, plus ou moins dans un état décadent, il les a, par des méthodes diverses dans leurs formes, convergentes quant à leur but final, maintenus dans le sous-développement, c'est-dire qu'il a fait obstacle à leur développement industriel ; les conséquences sociales en furent :

— l'analphabétisme ;
— un habitat rudimentaire ;
— la sous-alimentation ;
— l'insuffisance de l'hygiène avec son cortège de maladies épidémiques.

Mais les peuples étaient conscients de leur sort et ne cessaient de lutter contre l'envahisseur.

Cette prise de conscience s'est considérablement affermie avec la proclamation des principes de Wilson en 1918 et le manifeste de la IIIe Internationale en 1920 proclamant le droit des peuples coloniaux à l'indépendance.

C'est pour sauver la face que le qualificatif de « mandat » de la Société des Nations a été donné aux nouveaux pays qui sont passés de la domination turque et allemande à la domination française et anglaise.

Le changement des mots n'a pas entraîné de modifications notables dans l'avenir de ces peuples. Bien plus, au Proche-Orient, un vieil Etat : la Syrie, a été morcelé et on y a introduit un élément permanent de discorde : le sionisme, germe du futur « Etat d'Israël ».

A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'alterna-

tive coloniale : domination — indépendance, va connaître de nouvelles données.

D'un côté les E.U. d'Amérique soutiennent les pays colonialistes dans leur lutte contre les mouvements de libération, et de l'autre l'U.R.S.S. et la Chine populaire proclament leur solidarité avec les peuples colonisés et leur apportent une aide efficace.

L'aide de la Chine au Vietnam et à la Corée a amené les gouvernements de Paris et de Washington à lâcher du lest.

Nous sommes également persuadés que c'est l'aide matérielle de la Chine et des démocraties populaires, épaulant l'Armée de Libération Algérienne, qui vient d'amener le général De Gaulle à composition et à proposer des négociations avec le G.P.R.A.

De même, la réoccupation des bords de la Mer Rouge par la France, l'Angleterre et Israël, ayant pour but l'arrêt de la Révolution naissante en Egypte, aurait été chose faite en 1956 sans l'avertissement solennel que le président de l'U.R.S.S. a donné à ces Etats, les sommant d'arrêter leur agression et de retourner chez eux.

Pour justifier l'occupation d'un pays et s'y maintenir, les colonialistes usaient d'arguments psychologiques et de répression.

Les indigènes disent-ils sont des mineurs. Ils sont fanatiques, inaccessibles aux idées démocratiques. Ils doivent être gouvernés avec autorité. Maîtres de l'enseignement et des organes d'information, les colonialistes orchestrent une propagande dans ce sens au point d'arriver à se convaincre eux-mêmes et à convaincre la classe ouvrière européenne des arguments qu'ils avancent.

Nous avons connu en Tunisie et en France des militants socialistes et syndicalistes très sincères, soutenir ces arguments. Des fonctionnaires français installés chez nous croyaient fermement que, s'ils partaient, la Tunisie connaîtrait le chaos et que ses habitants s'entre-déchireraient.

L'arme psychologique était dirigée sur les indigènes pour développer en eux un complexe d'infériorité.

La lutte pour l'indépendance était alors menée contre le colonialisme et ses fidèles soutiens ; la police, l'armée, l'Eglise, etc. ; contre tous les fonctionnaires et les ouvriers venus de la métropole occupant des places confortables qu'ils croyaient être nés pour les tenir, et enfin, contre les compatriotes qui jouissaient d'avantages matériels acquis par leur alliance avec les colonialistes et contre tous ceux que l'arme psychologique impérialiste avait amoindris dans leur volonté de lutte, et qu'il fallait convaincre et entraîner.

Que faut-il opposer à cette double arme psychologique et répressive ?

La persuasion, autrement dit, la parole et l'écrit ? elle est aléatoire. La propagande en dehors des frontières s'est montrée plus efficace. A cet effet, les tribunes comme le C.M.P., la C.I.S.L., la F.S.M. et l'O.N.U. peuvent rendre de très grands services en dénonçant à la face du monde les méfaits de l'impérialisme. C'est une arme psychologique qui porte loin et fait souvent frémir les colonialistes.

Ceux qui ont suivi les travaux de la dernière session de l'O.N.U. savent combien les représentants des nations capitalistes étaient gênés par les accusations et les critiques que leur lançaient les défenseurs de l'Algérie et du Congo.

Mais ce n'est pas suffisant. Jamais la parole n'arrivera à percer le coffre-fort ; jamais les poitrines ne renverront les balles de la police.

La propagande soutient et appuie l'armée de libération, mais ne peut suffire à elle seule dans la majorité des cas. Voyez le Vietnam, voyez l'Algérie.

On s'étonnera d'entendre ces propos dans la bouche d'un partisan de la paix qui s'honore d'être membre du Conseil Mondial de la Paix. Ils expriment cependant une réalité historique.

Certes, on doit user de tous les moyens pour éviter l'effusion de sang, mais comment voir l'étranger spolier nos richesses nationales, nous maintenir dans la sujétion et la misère sans réagir avec violence, quand la persuasion ne peut rien y faire et qu'aucune force internationale, s'il en existe, ne peut nous être utile ?

J'ai fait tout à l'heure allusion à l'O.N.U. comme tribune internationale. Je me garderai bien d'y voir, dans l'état actuel de sa composition et de sa direction, un tribunal sérieux, ou une force de contrainte honnête et loyale. La partialité de ses interventions au Congo est criante. Lumumba a été mal récompensé d'avoir cru un instant à son efficacité.

Le malheur c'est que les gouvernements d'une nation qui a une très grande tradition démocratique et révolutionnaire comme la France, qui savent que l'émancipation de leurs colonies est inéluctable, font la guerre au peuple algérien depuis sept ans au lieu de chercher à résoudre le conflit par les voies pacifiques, comme n'ont cessé de le réclamer toutes les organisations internationales.

Comment dans ces ces conditions ne pas trouver à la guerre de libération une justification valable ?

Par leur essence même les guerres de libération sont des guerres révolutionnaires.

Elles libèrent des peuples et des classes populaires de l'asservissement de la peur et de la faim.

Pour se libérer, les peuples coloniaux ne doivent pas hésiter à y recourir quand tous les moyens pacifiques mis préalablement en œuvre ont échoué.

Pour liquider le colonialisme, les pacifistes ne doivent pas confondre guerres de libération et guerres impérialistes.

Les premières contribuent à instaurer la paix universelle et mènent au bien-être des hommes, les autres conduisent aux conflits mondiaux et à la destruction de l'humanité.

Au Conseil Mondial, où nous ne séparons pas la lutte pour la paix de la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationale, les peuples sous domination étrangère trouveront en nous un allié sincère et vigilant. Aussi accueillons-nous avec joie et sympathie les négociations projetées pour mettre fin à la guerre d'Algérie, parce qu'en tant que partisan de la paix, nous préconisons la négociation sur la base de l'indépendance.

Nous souhaitons qu'elles soient couronnées de succès et que la nation algérienne prenne bientôt sa place dans le concert des peuples pacifiques.

Telle est une esquisse rapide du problème : la conquête de l'indépendance.

L'autre aspect est aussi important : il a trait à la conservation de cette indépendance.

Il ne s'agit pas de se libérer d'un joug étranger pour tendre son cou à un autre joug plus ou moins apparent. La souveraineté nationale pour nous a ses impératifs qui s'appellent :

— décolonisation ;
— libération économique ;
— neutralisme.

Décolonisation. — Les apparences de la souveraineté ne sont pas souvent la souveraineté dans les faits. Les destinées d'un pays sous régime colonial sont entre les mains du gouvernement du pays colonisateur. Mais elles peuvent continuer à l'être même par l'intermédiaire d'un gouvernement autochtone, si les structures administratives, économiques et sociales ne changent pas. C'est un fait qu'un Etat comme la Mauritanie, nouvellement promu à l'indépendance paraît-il, n'a qu'une souveraineté nominale.

Il suffit de lire sa Constitution pour savoir que M. Mokhtar Ould Dada est moins qu'un Bao-Dai, et que les soi-disant conseillers techniques, que le colonisateur laisse en place, ne sont pas toujours des serviteurs loyaux et désintéressés. Ils sont, le moins qu'on puisse dire, capables de sabotage.

La décolonisation implique donc, en premier lieu, de prendre en main tous les leviers de commande et de les confier à des cadres nationaux, même si ceux-ci ne sont pas complètement à la hauteur de leur tâche.

Leur patriotisme et leur bonne volonté compléteront le reste. Ici se pose une question très importante : **la formation des cadres.**

La colonisation n'est pas un fait humanitaire et altruiste. Son but est de s'approprier des richesses d'un pays et de se substituer à son administration. Elle n'a besoin de l'autochtone que pour la main-d'œuvre à bon marché. Des cadres, elle les recherchera parmi les métropolitains. L'exemple du Congo est là. Après soixante ans d'occupation belge, on a dénombré douze bacheliers indigènes.

Le recrutement des cadres administratifs ne pose pas de difficultés. Quant à celui des cadres supérieurs : ingénieurs, médecins, etc... il n'est pas non plus insoluble. Les pays amis se chargeront d'en

former avec empressement en attendant la création d'institutions nationales.

Sur le terrain économique, la nationalisation des moyens de transport, des banques, des compagnies d'assurances, des industries clés et des grands domaines agricoles doit suivre de près l'indépendance politique.

Je dis bien nationaliser, je ne dis pas transférer ces biens à de nouveaux propriétaires autochtones, comme cela se passe dans certains pays. Dans ces pays de nouveaux bourgeois sont en train de remplacer ceux qui regagnent la métropole européenne. L'ouvrier et le paysan, qui ont effectivement lutté pour l'indépendance, ne voient pas leur sort s'améliorer pour autant.

Dans tous ces pays, l'horizon de la classe ouvrière est encore limité.

Au cours de la lutte pour l'indépendance, c'est l'étranger, le colonisateur qui est dénoncé comme usurpateur des richesses nationales. Mais aujourd'hui que l'étranger est parti, l'ouvrier doit avoir dignement sa part de ces richesses — sinon l'indépendance acquise signifie peu de chose pour lui ; il serait dans son droit de reprendre la lutte pour une deuxième libération.

Pour les masses laborieuses, la décolonisation doit être l'égalité économique et sociale. Dans ce sens, confectionner des plans, les réaliser consciencieusement c'est chercher à atteindre un stade culturel, économique et social qui enlèvera à l'impérialisme européen tout espoir de revenir sur ce qu'il a cédé malgré lui. Sinon le néo-colonialisme reprendra de la main droite ce que le colonialisme a donné de la main gauche. Il trouvera pour alliés sûrs les capitalistes et l'Etat bourgeois qui l'ont remplacé et que des intérêts communs n'ont pas séparés.

La libération économique. — Ceci nous amène à parler de la nouvelle forme que prend la colonisation après la deuxième guerre mondiale, et qu'on appelle à juste titre le néo-colonialisme, mais qui existait auparavant en Amérique latine.

Le capitalisme étranger n'intervient pas directement et ouvertement dans l'exploitation des richesses des pays sous-développés, mais par personne interposée, en sacrifiant une part de ses bénéfices. Cette exploitation est désignée sous le vocable : « Participation du capital étranger » à la mise en valeur ou à l'industrialisation des pays sous-développés.

Il s'agit d'association de capitaux étrangers et autochtones avec ou sans la participation de l'Etat. Ce sont des raffineries de pétrole et d'autres industries aussi importantes. C'est à ne pas douter un genre nouveau de concessions économiques, qui, les circonstances aidant, peuvent gêner un jour dans leur liberté d'action les gouvernements qui les ont installés.

L'indépendance politique chèrement acquise sera alors un mythe, voire un carcan.

Les pays sous-développés ont besoin, certes, d'aide financière et technique étrangère pour s'industrialiser. Mais il ne faut pas que cette aide soit assortie de conditions politiques ou de nature à permettre une nouvelle implantation du capital étranger, qui bien entendu ne profite pas aux masses sous-développées.

Encore faut-il que cette aide loyale et désintéressée ne soit pas employée à des créations non productives — je pense à un don en dollars équivalant à deux milliards d'anciens francs que les E.U. avaient offert il y a quatre ans à la Municipalité de Tunis pour embellir la ville. On en a profité pour créer des jardins publics — très beaux d'ailleurs — moderniser l'éclairage des rues, alors que plus de 100.000 ouvriers de la ville logent dans des taudis ou des bidonvilles. Et ceci est peu de chose en regard des fabuleuses royalties gaspillées généreusement par les seigneurs du désert, alors que leurs administrés crèvent de faim.

Pour être viable l'aide étrangère ne doit pas être assortie de conditions d'aucune sorte, et doit servir à l'industrialisation du pays bénéficiaire, c'est-à-dire lui permettre de se libérer du sous-développement dont nous avons énuméré les conséquences sociales.

J'ai lié le sous-développement dont souffrent les pays d'Afrique et d'Asie à l'absence d'industries lourdes dans ces pays. La question est d'importance. Elle mérite que je m'y arrête.

L'industrialisation de ces pays est nécessaire. Soit. Mais est-elle possible ? Car qui dit industrie lourde, mère de la plupart des industries : automobile, d'extraction, ménagères, doit penser aux matières premières : fer, charbon, qui existent partiellement dans certains pays et font défaut dans d'autres.

Il doit penser également aux débouchés. Or nous assistons, à l'heure actuelle, en Europe, à des ententes entre des pays fortement industrialisés, rivaux, ennemis acharnés, et en état de belligérance hier encore.

Pourquoi ne pas envisager avec optimisme des ententes analogues pour la création d'une industrie lourde entre des groupes d'Etats voisins en Asie et en Afrique ?

En Afrique du Nord par exemple le minerai de fer est abondant et d'excellente qualité, le gaz de pétrole est non moins abondant et pourrait remplacer probablement la houille. Pourquoi ne pas créer un groupe sidérurgique à la frontière algéro-tunisienne ? Nous avons été des alliés dans le malheur. Pourquoi notre solidarité ne se prolongerait-elle pas pour édifier à l'ombre d'une souveraineté véritable une société meilleure où nos masses laborieuses trouveront du travail et de la dignité ?

Malheureusement, nous assistons à l'heure actuelle à une division très regrettable des Etats afro-asiatiques. Leurs positions différentes à l'égard du Congo et l'absence de leur unanimité dans le vote de l'O.N.U. au sujet de la Mauritanie explique, s'il en était nécessaire, la rivalité des chefs d'Etat et l'absence d'objectifs communs.

Les flots d'injures que certaines émissions arabes déversaient, il n'y a pas longtemps, à l'égard de certains chefs d'Etats arabes étaient écœurantes.

Tout ceci n'est pas gai — il amusait nos anciens maîtres, mais provoquait la réprobation des travailleurs.

Nous estimons que des nations qui ont en commun des liens historiques, des traditions, qui s'expriment dans la même langue, qui sont toutes sous-développées et qui ne sont pas toutes encore libérées, doivent former un ensemble solidaire sur le plan international.

C'est dans l'intérêt de leurs peuples, et les chefs doivent le comprendre. La nation arabe, dont rêvait l'Emir Chekie Arslane et dont certains souhaitaient la naissance, était basée sur la **solidarité** de l'ensemble des peuples arabes, alors colonisés, et qui pourraient, grâce à cette solidarité, se **libérer** et réaliser une vie de grandeur. Les notions de race, de religion, de limites territoriales et d'hégémonie n'y entraient pas.

Il faut que les chefs arabes reconsidèrent leurs positions et fassent taire leurs susceptibilités personnelles.

Nous avons assisté, également, à une division dans les rangs des syndicalistes africains. Ils n'étaient pas unanimes pour fonder une grande centrale **panafricaine.**

Ici, aussi, la solidarité qui a joué au temps de la lutte pour l'indépendance nationale s'est relâchée, et au profit de qui ? Des impérialistes franco-anglo-américains, incontestablement.

Je dois aussi mentionner que dans la lutte contre le sous-développement, la **réforme agraire** est une nécessité. Elle doit satisfaire les aspirations des masses paysannes et faire face aux besoins alimentaires que réclame l'augmentation effarante de la natalité dans les pays sous-développés. Le rendement dans l'agriculture étant conditionné par la mécanisation, c'est également un argument de plus pour la nécessité et la primauté de l'industrialisation.

Il ne me reste plus qu'à aborder une dernière question : Quelle position doivent prendre les pays promus à l'indépendance nationale vis-à-vis des deux grandes puissances mondiales ?

Ici, aussi, l'accord n'est pas unanime entre les pays afro-asiatiques.

Certains pays, comme la Turquie, qui fait partie de l'O.T.A.N., le Pakistan qui fait partie de l'O.T.A.S.E. ou le Sénégal qui se trouve intégré à l'O.T.A.N. par l'intermédiaire de la Communauté française ont renforcé les coalitions militaristes.

Ils ont délibérément accordé des bases militaires sur leur territoire.

D'autres hésitent, tiraillés entre l'envie ou le be-

soin d'émarger au fonds de guerre américain et la peur de représailles de la part de l'U.R.S.S.

Enfin, les pays qui se sont ralliés aux principes de Bandoung : coopération pacifique et neutralité. tralité.

Nous croyons que si des principes doivent rallier les suffrages des gouvernements afro-asiatiques, en ce sens qu'ils renforcent leur position à l'intérieur et à l'extérieur, qu'ils constituent un dénominateur commun entre tous les Etats sous-développés ayant besoin d'une aide extérieure sans risques graves, ce sont les principes de Bandoung.

Ce sont des principes de Paix. Vouloir les méconnaître ou leur tourner le dos, c'est se trouver un jour ou l'autre intégré dans une coalition de guerre.

La vocation des peuples afro-asiatiques est de rattraper le retard, de construire et non de détruire.

Il faut conclure. La prise de conscience des peuples sous domination étrangère et leur ferme volonté de se libérer, ont amené beaucoup de peuples afro-asiatiques à conquérir leur souveraineté nationale.

L'état de sous-développement où ils se trouvent, leur démographie croissante et l'insécurité économique dans laquelle ils se débattent leur dictent le devoir impérieux de s'unir autour de Bandoung et d'agir solidairement pour édifier une société pacifique.

Ils constitueront alors le tiers-monde qui, par son poids gigantesque, empêchera toute guerre future.

Ils auront alors mérité de l'humanité.

(Tunis, avril 1961.) **AHMED BEN MILAD.**

* *

En nous transmettant l'article qu'on vient de lire, Louzon reprend à son compte l'affirmation que « c'est grâce à l'U.R.S.S. que les colonies ont pu s'émanciper » et il lui semble stupide de l'ignorer ou de le nier.

L'article ci-dessus émane d'un vieil ami de la R.P., qui fut un des pionniers de la lutte pour l'indépendance de la Tunisie. Collaborateur, il y a quarante ans de Louzon et de Finidori à l'« Avenir Social » de Tunis, il fut l'auteur de la brochure : « Cinquante ans de prépondérance française en Tunisie » que nous avons éditée. Il a donc le droit d'écrire dans la R. P. comme nous avons celui (qu'il ne nous contestera pas) de discuter ses affirmations.

A parler franchement, une seule chose suffirait à nous opposer à lui : Il s'honore d'être membre du Conseil Mondial de la Paix, tandis que nous considérons cette organisation comme un simple instrument de Moscou pour mener sa guerre froide et accuser systématiquement l'Occident de menacer la paix du monde.

Nous disons que ce Conseil est un instrument de Moscou parce qu'il n'a jamais dénoncé la responsabilité russe dans le déclenchement de la guerre en 1939 par le pacte Hitler-Staline qui a donné les mains libres à Hitler pour attaquer la Pologne. Il n'a jamais rien dit de l'absorption par l'U.R.S.S. des trois pays baltes : Esthonie, Lettonie, Lithuanie. Il ne s'est pas davantage manifesté contre le partage de la Pologne par l'U.R.S.S. et l'Allemagne hitlérienne.

Et depuis la victoire sur Hitler, nous ne voyons pas quand ce fameux Conseil a contrarié les ambitions des Russes. Il s'est tu lorsque leurs tanks écrasaient les ouvriers de Budapest. Et il se tait quand M. Kroutchtchev menace de rallumer la guerre mondiale en voulant s'emparer de Berlin, en dépit du refus de tous ses habitants.

Nous nous réservons donc de revenir sur l'opinion de notre camarade Ben Milad. D'ores et déjà, la discussion est ouverte. *F. Ch.*

Parmi nos LETTRES

Les élections belges

De René GOFFIN, de Bruxelles :

Genot me prie de vous dire qu'il conserve un très bon souvenir de son passage au milieu de nos amis Parisiens.

A l'heure actuelle vous devez être au courant des résultats des élections belges. Ils sont extrêmement instructifs :

1. Recul du Parti social-chrétien au dépens de son aile réactionnaire.

2. Apparition de quelques députés indépendants (fascistes) à cause des projets de réforme de structure.

3. Gain socialiste dans les Flandres : les ouvriers flamands n'ont pas eu peur des grévistes émeutiers.

4. Maintien des forces socialistes wallonnes à Liège (Renard), à Namur (Genot) là où les leaders ont été nettement dynamiques dans la grève.

5. Pertes socialistes au profit des communistes dans le Hainaut : c'est la province belge qui perd son potentiel industriel et où les travailleurs sont plongés depuis plusieurs années dans l'angoisse du lendemain.

6. Maintien en nombre des députés libéraux avec léger gain de voix : le parti libéral s'est présenté aux électeurs comme étant le vrai parti réactionnaire.

La grève a donc été payante : renversement du gouvernement ; abandon de la loi unique ; gouvernement démocrate-chrétien et socialiste.

« La bande à Renard » se prépare à mener une campagne active pour exiger des réformes ! Enfin ça bouge !

***

Un désabonnement

De Louis ANDERSON (Seine) :

Avec ce mandat, je vous prierai de mettre fin à mon abonnement et de ne plus m'adresser la R.P. Je ne prends plus assez d'intérêt à sa lecture. Admettons que j'aie changé. Il est vrai que bien des choses ont changé dans le monde et changent encore sous nos yeux. Mais comme nos certitudes respectives ne sont plus du tout les mêmes, restons-en là. On ne convainc personne, hélas ! Faut-il ajouter que mon estime demeure entière pour les copains de la R.P. ? Inutile, n'est-ce pas ? Je m'en autorise pour leur adresser mon salut syndicaliste tout de même, mais différent voilà tout.

L'ÉDIFICATION DU COMMUNISME

Mes parti-pris — que je ne nie pas — me valent plus d'objurgations amicales que d'insultes et d'anathèmes. Aussi suis-je souvent tenté de faire acte de contrition. Hélas ! ma bonne volonté aligne des pavés de bonnes intentions sur le sol d'un enfer dont je ne sors pas.

J'ai lu dernièrement avec objectivité et même préjugé favorable des extraits d'un livre de l'académicien soviétique S. Stroumiline, **Sur les chemins de l'édification du Communisme** (1), paru au début de 1959. Il s'agit de l'avenir. Mais le devenir ne peut-il éclairer, orienter, expliquer le présent et le passé ?

Il est vrai que la connaissance exacte de l'histoire depuis 1917 et de l'actualité contemporaine apparaît à travers les publications soviétiques officielles quelque peu mouvante et insaisissable. Passons sur les variations de l'Encyclopédie soviétique dont on fut parfois contraint d'arracher quelques pages, lorsqu'un héros du socialisme se muait en vipère lubrique pendant la diffusion de sa biographie.

Mais il faut toute l'inépuisable candeur d'un intellectuel occidental pour établir une conviction inébranlable sur des bases quelque peu branlantes (2). Il est prouvé — par les déclarations publiques des gouvernants soviétiques — que les bilans optimistes étaient truqués à la base, que — pour ne prendre qu'un seul exemple — le beurre acheté par des kolkhoses sur le marché local figurait à la fois dans la production des fermes collectives et dans celle des « surplus » individuels. Un mauvais esprit décélerait aussi quelques omissions dans les documents officiels. On proclame qu'en U.R.S.S. on applique la journée de travail de sept heures, sans diminution du salaire antérieur. Mais on signale d'autre part que persiste le système du salaire aux pièces, que l'on accorde 30 % de prime **au personnel de direction** d'une entreprise lorsque le plan est réalisé, et que dans le cas contraire les traitements et salaires **sont réduits proportionnellement à l'insuffisance de la production.**

L'INDUSTRIALISATION SOVIETIQUE

Simplifions le débat cependant. Acceptons la thèse de M. Stroumiline. Après la victoire socialiste, il devenait possible d'édifier le communisme dans un seul pays. Il en résulte que le socialisme est victorieux, parce que des gens qui s'affirment socialistes ont pris le pouvoir politique.

Ce qui implique sans nul doute l'expropriation des capitalistes. En termes « marxistes », on peut dire que le prolétariat ou plutôt l'Etat socialiste qui le représenterait s'est emparé de l'héritage du capitalisme industriel.

Mais M. Stroumiline formule une autre affirmation préalable. Pour atteindre le but : **l'édification du communisme dans un seul pays,** la première tâche était alors la tâche économique : **rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus avancés.** Cela veut-il dire que l'industrialisation russe s'est édifiée sur table rase. Ce serait faux. L'économie russe était en pleine expansion en 1914 ; le capital indigène dépassait déjà en volume le capital étranger, et pour très localisées qu'elles fussent les entreprises industrielles par leur concentration et leur technique figuraient parmi les plus modernes du monde.

Admettons cependant la « table rase », et les terribles servitudes de la guerre civile et de l'intervention étrangère. Il s'agit bien d'un phénomène identique à la révolution industrielle dans laquelle l'Angleterre s'engagea la première à la fin du XVIII[e] siècle.

On en connaît suffisamment « l'envers » tragique.

Mais les pays qui ont suivi l'Angleterre : la France, les Etats-Unis, l'Allemagne... ont profité des expériences anglaises, non seulement sur le plan purement technique, mais sur le plan social. Le mouvement ouvrier dans les deux derniers pays surtout se développa parallèlement à l'expansion industrielle et en prévint les effets les plus atroces. Or, il y avait en Russie en 1917, un mouvement ouvrier ayant acquis assez de maturité pour animer spontanément des soviets « socialistes ». M. Stroumiline affirme encore que « **la tâche pacifique de créer la base matérielle du communisme** » a été interrompue par le déferlement des hordes nazies. On en convient. Mais alors cette première phase avait duré vingt-quatre ans.

Essayer maintenant de reporter cet intervalle de temps dans les courbes d'évolution des pays capitalistes. Fixer par exemple à 1866 pour les Etats-Unis, à 1871 pour l'Allemagne le point de départ de l'expansion (ce qui est évidemment tout à fait arbitraire. Les syndicats ouvriers existaient et agissaient bien antérieurement à ces dates). En 1886 l'**American Federation of Labor** consacrait le Premier Mai. En 1891, les ouvriers allemands jouissaient déjà **d'un système complet d'assurances sociales.**

En Russie, l'industrialisation s'est accomplie à un rythme plus rapide, avec des misères beaucoup plus lourdes. Mais du côté ouvrier, l'évolution s'est déroulée en sens contraire. C'est-à-dire que l'application autoritaire des plans d'industrialisation a déterminé l'abandon de presque toutes les conquêtes sociales de 1917. C'est-à-dire que le socialisme dans un seul pays a facilité l'industrialisation en annihilant toute possibilité de réaction ouvrière. Pourquoi diable nos contradicteurs n'ont-ils jamais engagé le débat sur ce terrain ?

LES CAPACITES ET LES BESOINS

Mais selon M. Stroumiline, les grandioses transformations réalisées permettent à l'U.R.S.S. d'entrer dans une période nouvelle et importante : celle de **l'édification intense du communisme**. Nous y voilà donc. Et les observations et idées de l'académicien soviétique nous offrent matière à d'édifiantes prévisions.

Si nous comprenons bien l'essentiel du schéma : dans la première phase tout est subordonné à la production ; dans la deuxième, on doit organiser la répartition... afin d'aboutir au triomphe du principe communiste : **de chacun selon ses capacités, à chacun ses besoins** ».

Nous avions donc raison en relevant avec quelque indignation le renversement des termes formulés par Gomulka. « **A chacun selon ses capacités** »... c'est la devise d'une société hiérarchisée, que les capitalistes occidentaux ne peuvent même plus soutenir.

Pour M. Stroumiline, le premier terme : **de chacun selon ses capacités,** est actuellement appliqué. Reste le second.

On reconnaîtra qu'il n'est guère facile de définir les besoins humains. Il y a ceux dont la satisfac-

(1) Traduction de Andrée Robel parue dans *Recherches internationales* (n° 18). M. Stroumiline qui fut l'un des principaux auteurs du plan quinquennal, indique dans le même livre que l'indice de la production russe a été abusivement gonflé, que la valeur réelle de cette production est le tiers de sa valeur déclarée.

(2) Mêmes « vérités successives... et contradictoires » dans les documents chinois. La « magnifique » expérience des communes populaires a été suivie d'une disette catastrophique.

tion s'impose comme une nécessité vitale. Il y a les autres dont la multiplication et la diversité témoignent du progrès social.

Une citation d'Engels éclaire le développement : « **La répartition pour autant qu'elle sera dominée par des préoccupations purement économiques se règlera dans l'intérêt de la production, et la production sera le plus favorisée par un mode de répartition permettant à tous les membres de la société de développer, de maintenir et d'exercer leurs facultés avec le maximum d'universalité.** »

Notre académicien rejette comme impie la thèse « **de la répartition selon les besoins par l'extension de la circulation marchande et monétaire avec maintien du principe universel de paiement de tous les biens** ». Nous ne sommes pas scandalisés par cette interprétation d'une évolution normale. « **L'évolution des salaires et la baisse constante des prix assureraient** — disent les rares défenseurs de cette thèse — **à quelques-uns d'abord, à la masse ensuite, la possibilité d'acheter au marché tout ce dont ils ont besoin** ». Si la baisse des prix est provoquée par une baisse réelle de valeur, c'est-à-dire par la diminution du temps de travail (3), donc par le progrès technique, c'est bien ce qui s'est passé en général depuis les débuts de l'industrialisation. M. Stroumiline s'indigne que l'on puisse en déduire : « **que quelques citoyens soviétiques plus rapides que d'autres ont depuis longtemps fait leur entrée en stakhanovistes dans le royaume du communisme** ». Est-il ému par l'idée... ou par la réalité. Encore faut-il placer ces stakhanovistes dans le classement des privilégiés, derrière les bureaucrates... et les académiciens.

La pensée d'Engels sur la production favorisée par une répartition démocratique est en effet riche d'interprétations diverses. Et nous en revenons à l'efficacité de la lutte ouvrière. Dans les premières étapes de l'industrialisation, la production intensifiée amplifie et accélère la circulation des marchandises donc fait naître des besoins nouveaux. Dans l'étape actuelle, c'est l'augmentation des revenus et particulièrement des salaires qui multiplie et diversifie les besoins et agit ainsi sur la production. **Evaluer les besoins pour établir les salaires, c'est la médiocrité dans la stagnation. Elever les salaires pour multiplier les besoins, c'est l'expansion et le progrès social** (4). Mais M. Stroumiline ne s'engagera pas sur ce terrain. Car jusqu'à présent dans le pays du socialisme, l'équilibre entre la production et la consommation paraît encore mal assuré.

VERS L'ABONDANCE

Nous nous accordons cependant avec M. Stroumiline pour ne pas inclure le communisme dans la simple satisfaction des besoins matériels. Et nous saluons avec joie sa lumineuse anticipation sur les magnifiques effets d'une réduction au maximum de la journée de travail : « **Quatre heures de travail dans la production matérielle ouvre les perspectives les plus larges d'activité libre dans tous les autres domaines scientifiques et culturels.** »

Il est également vrai que « **le travail créateur renferme en lui-même la meilleure récompense qui soit, on n'a pas besoin de le stimuler par des mesures économiques particulières. Il n'est plus nécessaire d'appliquer le principe « socialiste » (! ?) de rétribution de chaque ouvrier conformément à la quantité et la qualité du travail fourni.** »

(3) Selon Ricardo et Marx, la valeur d'une marchandise est déterminée par le travail moyen nécessaire pour la produire.

(4) C'est par exemple l'utilisation de la fileuse mécanique qui a vulgarisé dès la fin du XVIII[e] siècle l'usage des tissus de coton. Au contraire, c'est l'augmentation des revenus qui détermine la fabrication des appareils de télévision.

Deux objections cependant. On ne passe pas brusquement du règne de la nécessité à celui de la liberté. C'est en discutant librement de ses conditions de travail, c'est en choisissant librement l'occupation de ses loisirs, que l'ouvrier deviendra capable « d'une activité libre désintéressee ». On ne passe pas non plus brusquement d'une hiérarchie haute et complexe à un total nivellement. Les luttes syndicales contre le travail aux pièces, contre les primes de rendement, contre l'abus des coefficients pourraient préparer un régime égalitaire. Dommage que les praticiens soviétiques n'offrent pas aux travailleurs occidentaux un exemple nécessaire et salutaire de retour à la « vérité » socialiste.

***

Mais nous voici saisi par le lyrisme de l'apologie. On parlait souvent autrefois « de la prise au tas », et les disciples de Jacques Duboin ne cessent pas de nous annoncer le temps d'abondance, ou plutôt le temps de la distribution d'une abondance déjà réalisée.

Cependant M. Stroumiline rejette la théorie de **la gratuité universelle des produits.** C'est qu'il faut tenir compte de besoins nouveaux, insuffisamment satisfaits venant s'ajouter aux anciens. C'est aussi « **qu'à la première phase du communisme, les formes sous lesquelles l'Etat exerce sa direction et les formes marchandes de la répartition sont héritées du passé** ». Aveu intéressant. « **Il faudra longtemps pour qu'une nouvelle forme de répartition se substitue à l'ancienne.** »

Et c'est alors que l'on nous démontre que sans qu'elle puisse devenir immédiatement universelle, la gratuité s'applique déjà à la plupart des biens sociaux et culturels — « **ce qui favorise essentiellement les enfants, les étudiants, les malades, les invalides du travail et les vieillards retraités** ». D'autre part, « **la socialisation du travail et de la vie pratique libère les familles ouvrières et paysannes et surtout les femmes des servitudes ménagères** ».

Pour étendre la répartition gratuite, il faudrait, dit notre académicien, évaluer les besoins raisonnables. Suivent des notations pertinentes sur l'évolution de la consommation et les changements dans les régimes alimentaires (5).

Pour avancer dans la voie de la gratuité, il faudrait augmenter « la ration culturelle » de chacun, aussi étendre et perfectionner le système des « cantines publiques ».

M. Stroumiline s'étend ensuite sur la suppression des stimulants artificiels en période d'abondance, sur les plans de production établis pour la satisfaction de tous les besoins normaux de tous les hommes. Et il termine naturellement par la profession de foi obligatoire (et gratuite celle-là) sur le lumineux avenir du monde soviétique.

UN SOCIALISME (?) REALISE EN REGIME CAPITALISTE

Si nous étions certains de la sincérité de notre académicien, nous éprouverions quelque scrupule à rafraîchir ses enthousiasmes. Mais son état d'âme ne nous intéresse que médiocrement. Nous sommes au contraire fort heureux de saisir dans leur pureté les thèmes les plus optimistes — d'un optimisme lumineux — quant à l'avenir soviétique.

Même si les informations de M. Stroumiline

(5) Idée féconde. Le progrès social se mesure à la diminution du pourcentage de l'alimentation dans un budget ouvrier — et à la diminution de la consommation des aliments pour pauvres : pain, pommes de terre, riz dans l'Extrême-Orient. On démontre ainsi la hauteur relative du niveau de vie des ouvriers américains.

étaient exactes, même si ses prévisions étaient justifiées, il ne s'en dégagerait aucune supériorité foncière du régime socialiste (sans mouvement ouvrier) sur le système capitaliste (perturbé par le mouvement ouvrier).

Nous avons déjà répondu à l'argument de la suppression du profit capitaliste. L'étatisation n'abolit pas le salariat et l'exploitation ; les privilèges de la caste bureaucratique plus exorbitants que les bénéfices privés, plus sûrs aussi peuvent fort bien devenir héréditaires. Et rien dans les observations académiques sur les conditions de la production et de la répartition en régime socialiste ne nous paraissent inadaptables au régime capitaliste.

Quant au secteur gratuit, il est au moins aussi étendu dans nos démocraties occidentales qu'en U.R.S.S. L'enseignement gratuit, les facultés accordées aux étudiants, les bourses d'études... tout cela existe chez nous. Dans les pays anglo-saxons, les initiatives publiques ou privées de plus en plus nombreuses assurent une démocratisation relative des universités. Si le système français de sécurité sociale reste unique par sa centralisation d'ailleurs abusive, ses trois branches existent dans presque tous les pays. Aux Etats-Unis, les conventions collectives portent toutes des clauses relatives aux assurances, aux pensions, aux retraites. En Scandinavie, le travailleur est protégé par tout un système de services sociaux En Grande-Bretagne, on jouit de la médecine gratuite. Le syndicalisme à bases multiples s'est réalisé depuis longtemps en Belgique, en Allemagne, en Hollande, au Luxembourg.

Cantines d'entreprises, colonies de vacances, crèches, groupements d'achats, sociétés sportives, organisations de tourisme populaire s'offrent aux salariés des industries privées et des secteurs publics. Et l'on sait que les mécaniques ont depuis longtemps libéré la femme américaine des plus lourdes servitudes ménagères.

Que tout cela reste imparfait, insuffisant, médiocrement efficace... qui le sait mieux que nous ?... Mais ces créations ont-elles atteint la perfection en U.R.S.S. ? M. Stroumiline n'ose le prétendre. Et quand cela serait ? Il n'y aurait donc entre les réalisations de l'un et de l'autre systèmes que des différences de degré et non de nature.

Ainsi quarante-quatre ans après la victoire du socialisme, la prise du pouvoir par un parti qu'une sorte de fatalité a rendu totalitaire, après le sacrifice d'une génération, l'extermination d'une admirable phalange révolutionnaire, la liquidation de l'internationalisme communiste en sa plus haute expression, on n'aboutit qu'à une industrialisation ne dépassant celle du capitalisme que par son rythme hallucinant, son lourd et sanglant passif, son déséquilibre encore chronique — on ne célèbre que des réalisations socialistes qui, si elles sont établies, ne sont supérieures ni en qualité, ni en quantité à celles que porte en son sein la société capitaliste. Et ce que l'on espère ne serait conçu qu'en fonction d'une abondance vers laquelle tend l'évolution normale du capitalisme, si toutefois un nouveau conflit mondial ne confond pas les deux systèmes dans les ruines de la civilisation et les débris de l'humanité.

Ce parallèle peut-il encore justifier une vocation révolutionnaire ?

LA REVOLUTION NE PEUT ETRE QUE SYNDICALISTE ET LIBERTAIRE

Cependant nous que l'on accuse d'avoir renié la foi de notre jeunesse, nous ne désespérons pas.

Si nous rejetons aussi bien le totalitarisme étatiste que le paternalisme dit socialiste, nous reconnaissons les promesses socialistes introduites dans le monde actuel par le mouvement ouvrier, les conquêtes acquises sous le double signe de la liberté et de l'action directe.

L'académicien soviétique célèbre sans nul doute — avec tout le pompiériste que son zèle exige — l'union féconde du peuple russe autour du pouvoir des Soviets. Mais pas une seule fois, aussi bien dans ses descriptions que ses prévisions il n'est fait allusion à l'activité autonome des organisations ouvrières et paysannes, pas plus des comités d'entreprise, que des syndicats ou des coopératives.

L'homme soviétique aurait industrialisé son pays, édifié le socialisme par la seule vertu de l'Etat et... des principes. Etat tyrannique, principes déformés ou violés selon les besoins de la cause. Ceux-ci seraient-ils respectés, celui-là paternel que cela ne changerait rien au fond du problème. Les réalisations socialistes se mesurent pour nous exclusivement **au développement des capacités ouvrières de création et de gestion, à l'efficace intervention d'une classe ouvrière pour qui tous ses biens doivent être son œuvre.**

Trotsky dans son **Histoire de la Révolution russe** signale la hâte de Lénine à sortir son livre **l'Etat et la Révolution** avant l'insurrection d'octobre 1917.

On sait que le premier président du Conseil des commissaires du peuple y développe la thèse marxiste sur le dépérissement de l'Etat dès l'édification du socialisme (6). Sous Staline, l'Etat est devenu monstrueux, omnipotent et omniprésent. On reste donc fidèle à Lénine en opposant la Révolution à l'Etat. Et aujourd'hui les léninistes authentiques sont peut-être les syndicalistes, les libertaires, les internationalistes qui espèrent et persévèrent.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — La presse n'a guère parlé d'une réaction significative dans le système de coercition soviétique. L'application de la peine de mort serait à nouveau appliquée dans les cas de « pillage des biens de l'Etat »... celle de la déportation frapperait les actes « antisociaux ». Le vague de ces motifs autorise les jugements les plus arbitraires. Mais quelle réponse éloquente aux apologistes du système en général, de « l'humanisation » khrouchtchevienne en particulier ! — **R. H.**

(6) En fait, le livre ne fut publié qu'après l'insurrection. Mains Lénine craignant d'être « zigouillé » (*sic !*) recommandait par lettre à Kamenev de faire éditer son manuscrit que Trotsky appelle son « testament secret ».

MISE AU POINT SUR L'ORIGINE DU P.P.A.

Dans son livre *Les ennemis complémentaires*, Mlle Germaine Tillion avait écrit que Messali Hadj aurait fondé le parti du Peuple algérien en 1937 sur les conseils du colonel de La Roque.

Or, sur démarche de Me Dechezelles, les avocats de Mlle Tillion et de la maison qui a édité son livre ont proposé de rectifier l'erreur commise de bonne foi par Mlle Tillion et de remplacer l'affirmation outrageante pour Messali Hadj par le texte suivant :

« L'Etoile Nord-Africaine, animée par Messali Hadj, fut dissoute par décret, le 26 janvier 1937. Messali créa alors le P.P.A. (Parti du Peuple Algérien) qui fut déclaré le 11 mars 1937. Peu après, Messali fut incarcéré et condamné à deux ans de prison pour atteinte à la souveraineté française et le P.P.A. fut dissous le 26 septembre 1939. Arrêté à nouveau et condamné, en 1941, par le tribunal militaire d'Alger à seize ans de travaux forcés, Messali fonda, en novembre 1946, le M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). »

SUR UNE RÉVOLUTION ANTIÉLECTORALISTE

L'un des principaux griefs des anticastristes, le refus de procéder à des élections (qui selon l'engagement de Fidel Castro devaient être organisées dans un délai maximum de dix-huit mois après la prise du pouvoir) semble retenu par certains amis anarchistes comme un motif d'approbation du castrisme.

Abstentionnistes et antiparlementaires saluent ce mépris de l'électoralisme et du parlementarisme bourgeois comme une preuve décisive de la valeur révolutionnaire du régime cubain.

Il s'agit sans doute d'une position « doctrinale ». Alors, il faut préalablement s'accorder sur la doctrine.

Le boycottage des élections dans les pays démocratiques, le mépris du Parlement se justifient non par l'opposition à la démocratie mais au contraire par la fidélité à la démocratie authentique dont la consultation électorale périodique n'est qu'une caricature. C'est contre la duperie et l'infortune d'un peuple souverain se dépouillant volontairement de sa souveraineté que les anarchistes ont constamment manifesté.

Au député tiré de la bohème politique, produit de la charcuterie d'un parti ou homme-lige de comités et de clans, élu dans la confusion et l'ignorance, échappant au contrôle des électeurs, ils voulaient substituer le mandataire au mandat strictement limité dans le temps et les effets, soumis au contrôle permanent de ses mandants et toujours révocable par eux.

Ils voulaient surtout que le peuple souverain puisse décider souverainement, que la loi soit l'expression directe de ses volontés et que le plus large fédéralisme respectant l'autonomie des cellules de base réduise les organes « centraux » à une besogne de coordination et de synthèse.

C'est parce que la C.G.T. d'avant 1914 avait été organisée selon ces principes que les anarchistes qui n'entendaient pas dresser leur orgueilleuse individualité en dehors et au-dessus de la collectivité devinrent les militants les plus conscients et les plus ardents du syndicalisme révolutionnaire. Et s'ils acceptaient la discipline dans l'action, c'était parce que l'action avait été discutée et décidée par ceux qui devaient la mener ; dès que les servitudes de la lutte avaient cessé, ils reprenaient leur pleine liberté.

C'est parce que les Soviets apparurent en 1917 comme l'expression de la démocratie directe que nombre d'anarchistes adhérèrent à la cause de la Révolution russe. Et ce n'était pas là une imposture. Certes le parti bolchevik (qui ne fut pas aussi militarisé qu'on l'a dit et que Lénine peut-être l'aurait voulu) organisa une action insurrectionnelle contre le gouvernement de Kerensky à Pétrograd et à Moscou. Certes sa dictature s'exerça de plus en en plus étroitement et durement pendant la période dite du communisme de guerre. Et l'appareil imposé par les nécesistés de la guerre civile devint entre les mains de Staline une machine d'oppression, un moyen de liquider les Soviets... et le bolchevisme.

Mais, en 1917, ce furent bien les Soviets qui se dressèrent comme le nouveau pouvoir révolutionnaire, avant même l'insurrection d'octobre. Et les bolcheviks durent y conquérir la majorité progressivement. C'est bien par un Congrès des Soviets que fut élu le premier collège des commissaires du peuple, un congrès où siégeaient encore les représentants de toutes les tendances du mouvement socialiste russe.

Si Lénine, à travers des débats encore assez mal éclairés, paraît violemment monté contre Zinovief et Kamenef hostiles à l'insurrection elle-même, il semble aussi en désaccord avec Trotsky sur la date. Celui-ci voulait que congrès et insurrection furent simultanés, celui-là voulait que l'insurrection précédât le congrès. Discussion de technique révolutionnaire qui n'a pas sa place ici. Mais il y eut bien des débats secrets au sein du Parti avant et après la prise du pouvoir — débats publics et contradictoires au sein des Soviets avant et après la prise du pouvoir — élections successives, fréquentes, parfois aux résultats contradictoires dans les Soviets pendant toute la période qui s'écoule entre mars et octobre 1917, entre la chute du tzarisme et la prise du pouvoir par Lénine et ses compagnons.

Cette thèse historiquement établie est encore confirmée par l'antithèse. La révolte de Cronstadt en 1920 — durement réprimée par le gouvernement bolchevik — éclata au cri de « Vivent *les Soviets* ». Nous n'entendons pas juger ici ce douloureux épisode de la Révolution. Mais pour les uns et les autres, ceux de Moscou et de Cronstadt, la légitimité du pouvoir était bien établie par l'institution des Soviets où le vote, selon le mot de Trotsky (que l'on pourrait appliquer aux syndicats) exprimait non « *une formule arithmétique, mais une volonté d'action* ».

On a le droit, bien sûr, de préférer cette démocratie directe à la consultation électorale du pauvre souverain épilé, tondu et docile. Mais on a aussi le droit de préférer — si décevant qu'il soit — le dépouillement des scrutins, aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques qui perce parfois l'éloquence torrentielle de Fidel Castro.

R. H.

LA PAROLE EST A NOS AMIS CUBAINS

Pour ceux qui auraient tendance à ne trouver dans la connaissance des faits que prétexte à l'indifférence « objective », nous donnons ci-dessous des extraits d'un dur mais combien nécessaire article, paru dans un des derniers numéros de « Solidaridad Gastronomica », l'organe des syndicalistes cubains de l'industrie hôtelière (février 1961) :

« ... *(ils) répètent comme des perroquets apprivoisés, les mots d'ordre martelés par ceux qui ont un intérêt particulier à défendre tel ou tel régime; dressés par les savantasses ouvriéristes (prolétarisés à la manière marxiste), ils ne cherchent pas à savoir ce qui peut exister derrière telle ou telle mesure de tel ou tel gouvernement, du fait qu'elle s'attaque aux riches ; obnubilés par les tics de leur subconscient, ils attachent plus d'importance à l'étripement d'un curé qu'à chercher à savoir ce que semblable étripement peut cacher d'abus et d'injustice sociale.* »

... « *Le cas le plus significatif et qui provoque le plus grand dégoût est celui qu'offrent ceux qui, vivant dans des pays où grâce aux institutions légales la possibilité leur en est donnée, ne se contentent pas de critiquer les défauts de ces institutions, mais font preuve d'un courage sans risques, pour dénoncer sans cesse ces institutions au bénéfice d'institutions fonctionnant ailleurs, là où elles sont à l'abri de toute critique, interdite et même jugée criminelle.* »

... « *Au moins qu'ils ne nous placent pas en situation ridicule, devant ceux qui mettent notre candeur à profit et exploitent nos défauts, en même temps qu'ils affûtent le couteau avec lequel ils nous assassineront.* »

Ce texte s'adresse en particulier aux libertaires qui, à l'étranger, ont soutenu ou défendent, sans nuance aucune, le régime castriste.

Depuis, « Solidaridad Gastronomica » s'est trouvée dans la nécessité de suspendre sa parution.

APRÈS LA "TABLE RONDE" DE L'ÉMIGRATION ESPAGNOLE

Dans un livre récent, l'ancien secrétaire des Jeunesses Libertaires espagnoles, Fidel Miro, a parlé de l'« échec politique d'une émigration ». C'est là un sentiment que partagent, ouvertement ou **in petto**, nombre d'exilés, quelle que soit leur filiation politique ou syndicale.

L'initiative prise par le « Centre d'Etudes sociales et économiques » — animé par des militants de la C.N.T. — et qui consistait à réunir autour d'une table un échantillonnage aussi complet que possible d'observateurs et d'activistes de l'émigration anti-franquiste, pour exprimer et confronter, en dehors de tout patriotisme d'organisation, leurs connaissances et leurs expériences, était donc la bienvenue. Cette tentative visait à rompre la compartimentation dont souffre l'émigration espagnole, et aussi à définir les termes d'un programme minimum en faveur duquel l'ensemble des exilés pourraient coordonner leurs efforts. (De façon plus précise, l'ordre du jour comprenait trois points : analyse de l'actualité politico-sociale de l'Espagne; examen de l'exil et de ses tendances les plus importantes; étude des courants permettant un apparentement et une entente en vue de la libération de la péninsule et de l'établissement de relations dans un climat de respect mutuel.)

Parmi les participants, il y avait notamment des jeunes exilés appartenant aux émigrations récentes, des démocrates-chrétiens, des Catalanistes et des Basques, des membres du Parti républicain, des animateurs de groupes socialistes non affiliés au P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol). Il manquait les partisans du Parti socialiste, de gauche ou de droite.

Trois séances furent consacrées à l'étude des points inscrits à l'ordre du jour. Si l'on tient compte de ce que cette « table ronde » n'avait pas été préparée par des rapports ou par un travail de commissions, et que d'autre part certaines interventions furent d'une longueur excessive, il est facile de se rendre compte qu'aucune analyse méthodique ne peut être effectuée et que les discussions portèrent davantage sur l'interprétation des faits que sur la connaissance de ceux-ci.

Néanmoins, le colloque fut utile, ne serait-ce que comme expérience de méthode de travail, et comme essai permettant de mieux préparer et ordonner ceux qui suivront. Utile aussi pour déterminer les faiblesses qui minent ou menacent l'émigration, comme les possibilités qui lui sont ouvertes.

CE QUI DOIT ETRE RECONNU

Plusieurs observations s'imposent, portant sur des phénomènes qui ne peuvent être niés ou sous-estimés sans péril pour l'exil.

La première porte sur le fait qu'il n'y a plus ni identité de vue, ni coordination des efforts entre ceux qui, à l'intérieur de l'Espagne, s'efforcent d'utiliser le mécontentement et l'opposition passive de la population pour miner le régime et renverser Franco, et ceux qui, dans l'émigration, poursuivent les mêmes buts.

La seconde concerne l'absence de confiance qu'ont les militants de l'intérieur pour les organisations émigrées.

La troisième, qui n'est qu'un corollaire des premières, c'est que ni l'émigration dans son ensemble, ni les partis et syndicats qui la constituent en particulier et dans leur secteur propre, ne contribuent plus — ou d'une manière très insuffisante — à mobiliser, orienter, soutenir effectivement les poussées d'opposition des couches sociales inquiètes de l'intérieur.

Une évolution, qui s'est poursuivie pendant plus de vingt ans, a conduit à une véritable scission entre l'intérieur et l'exil. L'émigration a peu à peu pris le caractère d'une mosaïque d'organisations — grandes ou petites — cloisonnées, menant chacune leur vie particulière, et progressivement détachées des problèmes concrets d'une Espagne lointaine. Les liens organiques avec l'intérieur se sont relâchés, effilochés, rompus. Parallèlement, l'Espagne connaissait de nouveaux problèmes et de nouvelles générations, sans expérience du passé mais réagissant aux situations qu'elles vivaient, imaginaient de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles formes d'opposition, de nouveaux styles d'adaptation.

Très schématiquement, et sous réserve de bien des corrections, il est possible de dire que, jusqu'en 1949-1950, le moteur de l'opposition à Franco était l'émigration et que l'action, les efforts, les initiatives de cette émigration formaient l'élément déterminant d'un changement possible. A partir de 1950, c'est l'intérieur qui est devenu le facteur essentiel d'un éventuel renversement du régime. Quelle que soit la date choisie pour fixer cette mutation, il est hors de doute qu'en 1961 l'exil ne peut plus être qu'un allié, une partie du mouvement de résistance et de combat de l'intérieur, et non plus son centre et son animateur.

La nécessité de réorienter et de réadapter les partis et syndicats de l'exil en fonction des situations espagnoles réelles est donc indiscutable. La connaissance de ces situations, la prise de conscience des problèmes fondamentaux qui s'y posent sont indispensables. Mais la lecture de la presse de l'émigration suffit à démontrer que cette connaissance intime n'existe pas si l'on excepte le bulletin d'information qu'éditent les Basques.

UTILITE DE L'EXIL

Si les groupes de l'émigration se trouvent forcés de reconvertir leurs activités, s'ils ne veulent pas disparaître en tant que facteurs d'intervention dans l'évolution espagnole, un autre danger les guette : celui de la perte de leur personnalité ou — ce qui revient au même — celui de l'oubli de leurs expériences.

La tendance à rejeter en bloc le patrimoine fait de doctrine et de principes tactiques, pour ne considérer le renversement de Franco que comme un problème de pure technique, se manifeste chez un certain nombre d'activistes lassés des atermoiements et des échecs. Encore, cette volonté d'en sortir à tout prix s'exprime-t-elle de façons différentes mais également dangereuses. Pour les uns, il s'agit de s'allier à tous ceux qui veulent agir, quelle que soit leur filiation et quelle que soit leur perspective. Pour les autres, il s'agit d'additionner tout le monde et n'importe qui pour créer une force de poids suffisant. Certains enfin s'imaginent que l'une ou l'autre puissance s'intéressera à leurs projets pour leur apporter aide et moyens d'action.

Sans vouloir s'arrêter sur la fragilité de ces méthodes et sur les illusions qui gonflent ces espoirs, il faut cependant insister sur le fait que ce prurit d'action à tout prix est tout aussi vain et inutile que l'immobilisme critiqué. La création d'un cartel d'organisations qui ne posséderaient pas, chacune, des structures mises en place à l'intérieur, des liaisons solides, des informations fréquentes et des possibilités d'intervention dans les divers domaines de la vie sociale espagnole, ne représenterait qu'une addition d'impuissances. La participation à des activités dont les origines et les orientations ne sont contrôlées par aucune organisation ou aucun groupe de militants sûrs, ne peut déboucher que sur l'aventure. Quant à imaginer que les puissances « démocratiques » ou autres pratiquent la philanthropie, c'est faire preuve d'une singulière candeur.

L'utilité première de l'émigration c'est précisément de représenter un capital de connaissances et d'expériences que les nouvelles équipes de l'intérieur ne possèdent pas. Et notamment en ce qui concerne les affaires internationales, y compris le rôle que certains partis jouent en permanence dans les luttes internationales, sous divers camouflages.

Une des tâches essentielles de cette émigration consisterait donc à transmettre aux nouvelles générations ce que trente années de luttes lui ont permis de connaître, et d'informer cette même jeunesse

des réalités qui se trouvent masquées par les propagandes.

Encore faudrait-il, pour que l'émigration soit en mesure d'éduquer et d'aider l'intérieur à comprendre le mécanisme des luttes internationales — et singulièrement le rôle du parti communiste ou le peu de poids des formules humanitaires — qu'elle se dégageât elle-même de ses tics et qu'elle tirât les leçons de son drame. Cela n'est pas entièrement vrai pour la plupart de ses militants, et il est toujours ahurissant d'entendre des phrases du genre : « Nous avons combattu sous tous les drapeaux dans la lutte anti-fasciste », (sous-entendu : « ...et nous nous étonnons de ne pas en avoir été remerciés par les vainqueurs ! »; ou comme celle-ci : « L'Espagne est la seule nation dont le droit à la liberté ne soit pas reconnu », en oubliant que quelques centaines de millions d'hommes vivent sous des régimes autrement hermétiques que celui du Caudillo.

S'adapter aux actuelles conjonctures de l'Espagne ne peut signifier le rejet de ce qui a été durement appris. C'est au contraire en mettant à profit toutes les leçons du passé que les réalités d'aujourd'hui pourront être mieux saisies et modifiées.

AU-DELA DES FOSSILES ET DES AGITES

La recherche d'une méthode qui tienne compte des faits et qui ne perde pas de vue les buts, se heurte évidemment aux rabâcheurs et aux frénétiques, les uns suscitant les autres. Quand un excellent républicain énumère longuement les tentatives faites auprès des chancelleries, au cours des deux dernières décennies, ou discute gravement de la nature constitutionnelle d'une éventuelle période transitoire, il y a quelque raison d'excuser l'énervement des jeunes, et de quelques moins jeunes. De même, quand on entend un sympathisant de la tendance Alvarez del Vayo, résumer sa pensée en disant : « Oublions le passé et allons à la réconciliation nationale contre le dictateur », la manœuvre paraît un peu grosse.

Pourtant, bien des interventions fournirent la matière même d'un travail sérieux. Les émigrés récents apportèrent diverses remarques essentielles : « La jeunesse ne vit plus sous l'emprise de la crainte »; « les oppositions qui se manifestent au sein de la hiérarchie de l'Eglise, dans certains milieux de l'armée, chez les industriels, ne sont pas les signes d'un mouvement de rébellion et de renouveau, mais ceux d'une décomposition » ; « les manifestations d'une émigration désunie, s'exprimant tour à tour et contradictoirement, axées sur les problèmes particuliers de l'émigration, n'inspirent aucune confiance à la population. »

D'autres militants complètent : « Les temps sont mûrs pour un mouvement populaire ». Ce qui fait défaut ce sont des équipes, mêmes réduites en nombre, mais décidées et courageuses, qui aient la pratique de l'organisation clandestine.» Et enfin : « La situation ne peut être analysée sur la base des seuls éléments apparents et immédiats, elle doit être considérée comme l'instantané d'une évolution qui peut être rapide. »

Un démocrate-chrétien s'élève contre les clichés qui dénaturent le visage du mouvement auquel il appartient : « Sous la République, pendant la guerre civile, des noyaux chrétiens ont prouvé leur fidélité aux conceptions de la liberté et de justice sociale. Aujourd'hui encore, nous avons nos emprisonnés, nos persécutés, nos victimes pour une cause qui nous est commune. » Et à sa suite, après avoir rappelé ses convictions athées, un libertaire vétéran des luttes sociales espagnoles, reconnaît l'importance et l'intérêt de l'évolution d'un certain secteur de l'opinion catholique.

L'animateur d'un groupement socialiste catalan définit en termes excellents l'attitude à prendre envers le parti communiste : « Ne pas ignorer son existence, comprendre les mobiles extra-espagnols qui animent ses activités en Espagne, ne jamais lui faire confiance lors même que son orientation de circonstance semble coïncider avec la nôtre. »

Et enfin, le rappel par un des animateurs du mouvement syndicaliste clandestin de la valeur du travail audacieux mais terre à terre, et des mille possibilités qui s'offrent à ceux qui acceptent la tâche, ingrate pour eux, mais rentable pour le mouvement, de l'effort quotidien au sein de la classe ouvrière, indemne de bien des corruptions, matérielles et idéologiques, et en fait toujours disponible.

COMBAT COMMUN ?

Animés des meilleurs intentions, décidés à envelopper les aspérités et à mettre les vieux dossiers sous le coude, les participants au colloque n'en sont pas sortis dans les mêmes dispositions. C'est que certains mots ne peuvent plus faire illusion, et que le passé se manifeste, parfois inchangé, dans les prises de position présentes. Il a même fallu une bonne dose de sérénité à bien des assistants pour ne pas réagir à certains clichés que l'on croyait rangés.

Pourtant, en l'état des choses, il apparaît qu'un minimum d'entente est possible entre les divers courants de l'antifranquisme, à condition qu'il ne s'agisse ni d'un programme commun ni de la définition d'une formule de gouvernement. Il s'agit bien au contraire de rechercher les intérêts communs de façon pragmatique et de les fédérer, sans pour autant vouloir les doter de toutes les vertus, y compris celle d'engendrer des miracles.

Sur quoi les diverses émigrations sont-elles d'accord ? Sur quoi pourraient-elles l'être au lendemain d'une rentrée ? Sur quoi peuvent-elles baser leur appel commun à l'intérieur et intéresser ce dernier ?

Essentiellement sur la liberté de chacun de connaître, d'exprimer, d'organiser, d'intervenir et de participer. C'est-à-dire, en gros, sur un principe général de démocratie. C'est la formule qui offre une chance à chacun et qui, sans rien résoudre à priori permet cependant une méthode commune. Les libertés de presse, d'association, de propagande font partie du patrimoine de l'émigration, des libéraux aux libertaires. Mais aussi, elles correspondent effectivement aux aspirations d'une large majorité de la population espagnole, aussi bien des milieux intellectuels que des milieux ouvriers.

Que cette démocratie d'expression et d'organisation soit, pour les anarcho-syndicalistes par exemple, une simple mais nécessaire condition préliminaire pour un effort vers la démocratie sociale; ou qu'elle soit la règle d'une société bourgeoise telle que l'entendent des républicains ou des régionalistes socialement conservateurs; ou encore qu'elle doive conduire, pour les socialistes, à la structuration d'abord, au contrôle ensuite, d'un « welfare state », cela est évident. Il n'en demeure pas moins que les uns et les autres peuvent considérer ces libertés comme essentielles et dignes d'être conquises.

Cela signifie aussi, et ce n'est pas moins important, que les participants à semblable alliance rejettent tout système de parti **unique, d'Etat-patron,** de centrale syndicale obligatoire entre les mains du premier ou du second. Cela signifie choisir la démocratie comme méthode et comme but, chacune des parties prenantes conservant son entière indépendance pour nourrir cette démocratie de toutes ses forces d'influence, de pression, d'intervention.

La nature même de cette entente éliminerait sur le plan international — et l'importance des facteurs internationaux n'échappe à aucun des participants à la lutte dont l'espagne est à la fois l'objet et le sujet — bien des craintes et des arrière-pensées. Elle garantirait, pour les chancelleries et face à l'opinion mondiale, que le destin de l'Espagne sera conditionné de la volonté librement exprimée de ses citoyens, et non par les besoins de survie d'un système caduc, et les intrigues diplomatiques que celui-ci favorise et exploite.

Pareil accord porterait sur l'essentiel, c'est-à-dire la reconnaissance des droits et possibilités de chaque tendance, et non sur ce qui ne peut être que fragile et circonstanciel, c'est-à-dire un programme économique, politique et social de « transition », ce qui sous-entend l'alliance quand rien ne peut être fait pour l'application de ce programme, et sa disparition quand le moment d'agir est venu.

En même temps, la perspective ouverte par un pacte de l'émigration démocratique, c'est-à-dire convaincue de la nécessité de combattre pour plus

d'information, plus de participation, pour le développement des organismes de gestion et de contrôle, correspondrait aux velléités et aux besoins exprimés par des Espagnols de l'intérieur, y compris ceux qui, nés et formés au sein du régime, réagissent par expérience propre contre ses absurdités.

UNE CHANCE DE LA C.N.T.

Dans ce contexte général, quel rôle peut jouer la C.N.T., aujourd'hui rassemblée ? Il est possible de dire qu'elle possède la plupart des hommes devant répondre aux problèmes surgis de la période nouvelle. En même temps, il faut constater qu'elle n'utilise ni ces hommes ni ces possibilités.

Pas plus que les autres courants, l'organisation syndicaliste libertaire n'a échappé au vieillissement. C'est-à-dire à une vie d'émigration de moins en moins dépendante de la situation espagnole. C'est-à-dire au réenracinement de ses militants dans les pays d'accueil : France et Amérique latine principalement. Les fils sont intégrés dans la société où ils sont nés. Les anciens se trouvent en porte-à-faux : une mentalité politique conditionnée par leur jeunesse militante, des soucis et un comportement banals définis par leur condition sociale actuelle. Il existe un monde entre les réunions fiévreuses des « locales », où les thèmes inchangés alimentent les discussions, et les questions pratiques de famille, de salaires, de logement, d'achat à crédit qu'il faut résoudre là où, depuis vingt ans, les exilés travaillent. Brutalement, la perspective est parfois abordée : « Combien de militants qui, à Toulouse, à Paris, à Mexico, à Buenos Aires, débattent et tranchent l'orientation de la C.N.T., rentreront en Espagne ? »

L'exemple de l'Italie est là, pour rappeler que l'émigration ardente et batailleuse, sortie de la péninsule à partir de 1921, n'est pas rentrée. Certes, bien des anciens ont refait le voyage au pays natal; ils ont revu les vieux amis rescapés des combats et des prisons; ils ont souvent largement contribué au maintien des journaux, aidé les initiatives, mais ils sont repartis. Ils étaient socialement transplantés. Ils ne faisaient plus corps avec les problèmes tellement différents de ceux qu'ils avaient connus, de l'Italie de 1946 ou de 1960. Ceux-là même qui sont rentrés exhalent leur nostalgie et s'affirment par référence au passé. Ils ne sont plus des produits naturels de la guerre sociale d'aujourd'hui. C'est la fidélité qui les tient debout et non la volonté d'intervenir sur les événements.

Les hommes de la C.N.T. peuvent surmonter ce danger à condition d'en être pleinement conscients; c'est-à-dire de distinguer entre la démocratie des assemblées dominicales de l'exil et le choix des moyens d'action en Espagne, qui revient à ceux qui veulent agir. Ou encore, prendre conscience que l'émigration n'a de raison d'être qu'en fonction de l'Espagne.

Or, suivant un phénomène que l'on retrouve fréquemment dans le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol, les positions antagonistes qui sont prises par rapport à la lutte pour le rétablissement d'une situation permettant le libre fonctionnement des syndicats, des partis et des organismes démocratiques en Espagne, sont en grande partie des justificatifs pour le laisser-aller, des prétextes pour s'évader de la réalité. Le recours, ou la confiance donnée à une vague formule de républicanisme, d'où toute référence aux questions sociales est exclue, correspond à un manque de confiance dans les capacités propres à la C.N.T. De même, l'exaltation du « passé glorieux » de la C.N.T. pour nier toute nécessité de réexaminer son comportement actuel, conduit, dans les faits, à une identique démission. En exagérant à peine, la caractéristique des deux grands courants de la C.N.T. réunifiée, est donnée par l'appréhension à confronter les forces anarcho-syndicalistes telles qu'elles sont, avec la conjoncture espagnole telle qu'elle est, et, en dernière analyse, de miser sur tous les facteurs à l'exclusion de ce que la C.N.T. peut faire elle-même, c'est-à-dire l'essentiel.

Ces défauts sont connus et nombre de militants sont décidés à les éliminer. Une des conséquences de la réunification sera de favoriser la rencontre et la collaboration de ceux qui, hier prisonniers des rites de la tendance à laquelle ils appartenaient, estiment essentiel de rendre la C.N.T. à l'Espagne.

Les tâches qu'il leur faut affronter sont multiples, difficiles, et pourtant à leur portée. Il s'agit, en premier lieu, de redécouvrir la classe ouvrière et la classe paysanne espagnoles, sous les conditionnements présents des facteurs économiques, de la législation sociale et de l'encadrement des syndicats « verticaux ». Il s'agit de connaître intimement la mentalité des diverses générations et les sentiments qu'elles nourrissent, les réactions qu'elles manifestent, les espoirs qu'elles caressent sur le plan du travail, des institutions sociales, des conditions de vie quotidienne.

Aucune propagande, aucune tentative d'intervention n'a de chance de toucher les travailleurs espagnols si elle ne correspond pas à leurs besoins même, si elle n'exprime pas leurs inquiétudes et ne leur ouvre par une perspective.

La réintégration des forces d'émigration dans la vie sociale espagnole — par la compréhension des situations et des mentalités, par la participation aux manifestations de vie authentique — conduit aussitôt à l'établissement d'un programme non pas élaboré sur la base de schémas abstraits, mais en correspondance avec les besoins et en vue de nouveaux développements. Que faut-il conserver, que faut-il modifier, que faut-il abolir des textes et pratiques des systèmes de sécurité sociale et de pensions de vieillesses ? Comment et par qui devraient être gérées les propriétés nombreuses des syndicats verticaux ? Comment et par qui peuvent être améliorés les transports — moyens et réseaux ? Quelles sont les mesures immédiates à prendre et quels sont les organismes qui les prendront en vue de résoudre les problèmes angoissants des régions méridionales de Murcie, d'Estramadure, d'Andalousie ? Quelles sont les réformes, ou les mises en train qu'exige la formation professionnelle pour le fonctionnement de la production ?

Dès lors que les militants abordent le milieu authentique dans lequel ils doivent agir, ils prennent conscience des dimensions exactes et de la valeur propre des facteurs nouveaux. Ils découvrent que l'influence communiste n'apparaît grande que par ses reflets dans les milieux intellectuels, mais qu'elle n'existe que peu dans les ateliers, et bien plus dans l'appareil des syndicats verticaux... Ils s'aperçoivent que les noyaux d'ouvriers chrétiens correspondent à une manifestation de combat social qui brise la communauté figée de la hiérarchie et non à une ténébreuse machination mise au point par cette hiérarchie. Et à mesure que les militants « recollent » à la vie des classes laborieuses ils voient surgir les moyens d'action, les formes d'organisation, les mots d'ordre, le contenu de la littérature de propagande.

Cette reconversion de la C.N.T. en exil exige-t-elle un effort considérable ? Nullement. De fait, les liens, contacts et connaissances existent, mais éparpillés, individuels ou limités à des groupes d'origines régionale ou industrielle. C'est leur coordination, leur articulation, leur exploitation qui font défaut et cette œuvre ne peut être pleinement accomplie que dans la mesure où l'organisation dans son ensemble en saisira l'importance.

Car le contact avec les nouveaux émigrés économiques, dont les bataillons déferlent en France, en Allemagne, en Suisse et même en Hollande, permettent de connaître ce qu'est, sans littérature, le type ouvrier espagnol actuel. C'est en parlant avec eux que l'on constate combien les journaux, les brochures, le vocabulaire sont inadaptés.

Mais combien aussi l'espoir, la doctrine et les méthodes de la C.N.T. conservent leur force. A condition d'être traduits en langage du présent. A condition de se convaincre que l'Espagne de demain se fera avec les Espagnols d'aujourd'hui.

Louis MERCIER.

Quand on dit : « il n'y a rien à faire », c'est que tout est à faire et qu'il n'y a personne pour le faire.

Pierre MONATTE.

LE GRAND CAMOUFLAGE

Sous ce titre vient de paraître à Londres (1), en langue anglaise, un ouvrage qui fera date. Il s'agit de la première étude systématique consacrée au rôle, à la tactique et aux méthodes du parti communiste dans la guerre civile espagnole.

L'auteur, Burnett Bolloten, est un Anglais d'origine, correspondant de presse en Espagne pendant les premiers mois du conflit, et qui consacra plus de vingt années à rassembler une documentation quasi exhaustive sur les événements, tout en poursuivant, par une correspondance considérable et des rencontres avec les principaux personnages ou témoins de la tragédie, la vérification et le recoupement des faits, des prises de positions ou manœuvres.

Comment les communistes, minorité réduite, sans influence comparable à celle du mouvement socialiste, parti et centrale syndicale, et à celle du mouvement anarcho-syndicaliste, parviennent-ils, en quelques mois, à devenir la force dominante du camp républicain ? Pourquoi, alors qu'ils proclamaient, jusqu'en 1935, que leur tâche était de gagner la majorité du prolétariat en vue de la prise du pouvoir, se font-ils dès juillet 1936 les champions de la démocratie républicaine et s'assurent-ils une base sociale parmi les classes moyennes et les paysans propriétaires ? Dans quel but freinent-ils, avant de les attaquer par les armes, les collectivisations et les syndicalisations ? Et enfin, quel est le mobile qui anime leur effort pour camoufler, aux yeux de l'opinion internationale, l'ampleur, la profondeur et l'originalité de la révolution espagnole ?

A ces questions, Burnett Bolloten répond de façon précise, événement après événement et retrouve le fil conducteur : la politique extérieure de l'Union soviétique (2).

Staline, craignant que les besoins expansionnistes de l'Allemagne hitlérienne ne se manifestent à son détriment par une poussée vers l'Est, a lancé la formule de Front Populaire qui va permettre de faire pression sur les puissances de l'Ouest Européen, essentiellement l'Angleterre et la France. Il espère empêcher celles-ci de trouver une échappatoire à leurs conflits d'influence avec l'Allemagne en laissant cette dernière trouver des compensations par une avance en Europe orientale. C'est l'époque du pacte avec Laval, l'abandon du vocabulaire révolutionnaire, l'appel aux nationalismes.

L'Espagne n'échappe pas à cette tactique et la volonté de rapprochement avec Londres et Paris commande le comportement du P.C. espagnol. José Diaz, secrétaire du P.C.E., écrira en avril 1936 : « ... Nous avons encore un long chemin à parcourir en compagnie des républicains de gauche ». Et les communistes s'efforceront par exemple d'influencer la C.N.T. pour qu'elle mette fin à la grande grève du bâtiment de Madrid au début de juillet 1936.

Tout au long des premiers mois de la guerre civile, l'orientation des communistes espagnols sera définie par la consigne internationale : ne rien faire qui puisse effrayer les gouvernements français et anglais en refusant de s'identifier avec la révolution, faire tous les efforts pour les gagner et jusqu'à leur offrir de leur céder les zones d'influence espagnole en Afrique du Nord.

Mais la nature même de cette politique est à l'opposé de la réalité révolutionnaire espagnole. Il faut donc masquer cette réalité aux yeux du monde et la transformer, la métamorphoser par tous les moyens. C'est là où le caractère propre du stalinisme, la particularité de l'appareil international soviétique, la technique multiforme des services obéissant à un centre unique vont se manifester. Il n'y a là ni gauche, ni droite, ni doctrine, ni morale, il n'y a là qu'application à un cas particulier et circonstanciel de la volonté d'Etat et d'Empire, de l'Etat et de l'Empire staliniens.

En premier lieu, les communistes vont capitaliser toutes les rancœurs, toutes les craintes que l'expropriation syndicaliste a provoquées dans les couches non ouvrières. Pour cela, leur propagande ira rassurer et donner espoir non seulement aux artisans, petits propriétaires et membres des professions libérales, mais aussi aux animateurs des anciennes organisations de droite, notamment dans les milieux paysans. Ils encouragent les dirigeants modérés et conservateurs qui s'effraient des transformations sociales radicales, et font bloc avec eux.

L'argument de la nécessité de trouver aide et appui du côté des nations démocratiques va leur servir pour dénaturer l'originalité de la révolution espagnole ; et ils finiront, en accord avec tout ce qui n'est pas libertaire, par obtenir de la C.N.T. et de la F.A.I. qu'elles délèguent des représentants au sein du gouvernement. Ce n'est là encore qu'apparence mais qui déjà sous-entend l'abandon de l'espoir d'une révolution totale, et qui va permettre aussitôt la pression quotidienne sur les « ministres » de la C.N.T. pour les compromettre, les utiliser, les placer en porte-à-faux par rapport à leurs mandants.

L'essentiel n'est pourtant pas là. Il est dans la reconstruction de l'Etat, de ses services et de ses organes, en faisant entrer les hommes et la clientèle du P.C., officiellement ou sous des déguisements divers, dans les administrations jusqu'alors fantômes, en nourrissant de ses agents ou de ses dupes les organismes nouveaux.

Parallèlement, puis concurremment aux structures nées de la lutte ouvrière : syndicats, coopératives, comités, milices, qui ont remplacé celles du régime républicain impuissant et désagrégé dès le 18 juillet, de nouveaux appareils sont forgés, tenus en main ou contrôlés par les communistes.

Cela ne va pas sans difficulté, mais la volonté unique des services staliniens joue des rivalités, exploite les défauts, pratique le chantage, impose des « conseillers », ment, insulte calomnie, tue. Elle utilise les jeunesses socialistes contre Caballero, profite des réticences à la militarisation de la « Colonne de fer » pour liquider le rétif général Asensio ; mise sur la méfiance des anarchistes envers Caballero, joue des vieilles rivalités qui déchirent les socialistes, flatte Indalecio Prieto pour précipiter la chute du gouvernement Caballero, etc.

Les faiblesses et les défauts d'organisation des adversaires et concurrents sont dénoncés, non pas pour les combattre et améliorer ce qui existe dans le camp ouvrier et paysan, mais pour remplacer syndicats et milices par des départements ministériels et des unités armées qui échappent à l'intervention populaire directe, pour être soumis aux intrigues d'état-major et aux pressions russes.

La contre-révolution est leur affaire. Non pour des raisons particulières à la situation espagnole, mais pour des impératifs d'ordre international. Au bout de dix mois, le gros œuvre est achevé. L'appareil stalinien contrôle les principaux leviers de commande ; il s'est artificiellement substitué aux institutions authentiques de la révolution espagnole. Il est maintenant en grande mesure d'orienter le destin du camp républicain, y compris de le négocier à la foire des échanges tenue en permanence par les puissances impérialistes. Son meilleur allié, le seul peut-on dire, a été la candeur et l'inexpérience des militants de l'U.G.T. et de la C.N.T., non dans leurs réactions aux intrigues communistes, car il y eut combat — et souvent sanglant — jusqu'au moment de l'effondrement final, mais dans leur interprétation et leur méconnaissance des méthodes et des buts de l'appareil stalinien, de l'essence même du rôle du P.C. dans les luttes pour l'hégémonie mondiale.

L. M.

---

(1) « The Grand Camouflage », Hollis and Carter, Londres.

(2) Minutieux à l'extrême pour la documentation qui a trait à l'Espagne, l'auteur, tout en faisant preuve de lucidité pour ce qui est essentiel dans le jeu international, appuie son raisonnement sur des sources parfois discutables en ce qui concerne la France (Tabouis, Kerillis, etc.).

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1er AVRIL. — Le Congrès de l'U.N.E.F. adopte par 649 mandats contre 26 et 117 abstentions une motion sur l'Algérie.

Le maréchal **Tito** est reçu au Maroc.

LUNDI 3. — MM. Khrouchtchev et Modibo Keita ont convenu de se rendre visite mutuellement au Mali et en U.R.S.S.

MARDI 4. — **Messali Hadj** confirme son refus de s'effacer devant le F.L.N.

Attentat au plastic à la **Bourse de Paris** : 14 blessés.

Le gouvernement veut proroger d'un an le mandat des administrateurs de la **Sécurité Sociale**.

MERCREDI 5. — Dakar fête l'anniversaire de l'indépendance du Sénégal.

VENDREDI 7. — Un engin au plastic explose au consulat des Etats-Unis à **Alger**.

A l'**O.N.U.** le délégué australien demande que le bloc soviétique et la France soient privés du droit de vote pour leur refus de participer aux frais des opérations au Congo.

Les **Temps Modernes** sont saisis pour un article sur les harkis.

SAMEDI 8. — M. Paye soumet de nouvelles propositions de revalorisation des traitements aux enseignants qui ajournent leur ordre de grève.

DIMANCHE 9. — Le **P.S.U.** a désigné Edouard Depreux secrétaire général.

LUNDI 10. — Le maréchal Tito arrivé à **Tunis** parle devant l'Assemblée Nationale.

MARDI 11. — Conférence de presse du général de **Gaulle**.

Première séance du procès Eichmann à Jérusalem.

MERCREDI 12. — Le pilote russe **Gagarine** accomplit le premier tour dans l'espace autour de la Terre en 1 h. 48 m.

JEUDI 13. — M. François Mauriac cesse sa collaboration à l'**Express**.

Les travaillistes perdent la majorité aux élections de l'Essex, du Lancashire et du Midlesex. Au conseil municipal de Londres ils perdent 17 sièges tout en conservant la majorité.

VENDREDI 14. — Au **Portugal**, le président Salazar résolu à conserver l'Angola, se sépare de trois ministres.

SAMEDI 15. — Des adversaires de Fidel Castro, armés par les U.S.A., ont tenté de débarquer dans plusieurs points de l'île de **Cuba**.

DIMANCHE 16. — Un nouveau parti socialiste est fondé en **Norvège**. Il est hostile au stockage des armes nucléaires.

En **Pologne**, plus de 95 % des électeurs ont accordé leur soutien au régime.

LUNDI 17. — En **U.R.S.S.**, les principaux dirigeants du Tadjikistan sont destitués à la suite d'une affaire de fausses statistiques.

La société E.N.S.A., du groupe Schneider va édifier en **U.R.S.S.** la plus grande usine du monde de carton diélectrique (isolant pour câbles).

MARDI 18. — De vifs combats se poursuivent d'un bout à l'autre de **Cuba**. M. Khrouchtchev promet son aide à **Fidel Castro**.

MERCREDI 19. — Manifestation de **fonctionnaires** pour l'augmentation des salaires.

JEUDI 20. — Fidel Castro annonce l'écrasement des forces d'invasion de **Cuba**.

L'Assemblée générale de l'**O.N.U.** recommande l'admission de la Mauritanie et de la Mongolie Extérieure.

En **Belgique**, conclusion d'un « pacte gouvernemental » entre sociaux-chrétiens et socialistes.

SAMEDI 22. — Coup de force militaire à **Alger** et dans plusieurs villes d'Algérie.

La **F.E.N.** et la **C.F.T.C.** suspendent leurs mouvements revendicatifs. Mais une grève nationale d'une heure est décidée pour le 24 par l'ensemble des organisations syndicales. Le gouvernement arrête tout trafic maritime et aérien avec l'**Algérie**.

DIMANCHE 23. — Le **chef de l'Etat** fait jouer l'article 16 de la Constitution qui lui permet de s'attribuer des pouvoirs exceptionnels.

A l'appel de M. Debré, près de 1.500 personnes se sont rendues dans la nuit au **Ministère de l'Intérieur** pour « constituer des groupes de défense civile et de soutien au général de Gaulle ». D'autres rassemblements ont eu lieu dans la **banlieue parisienne**.

LUNDI 24. — La grève nationale de protestation d'une heure a été suivie par des millions de travailleurs.

Ouverture à Coquilhatville d'une conférence des chefs **congolais**.

En **Argentine**, démission du ministre de l'économie.

MARDI 25. — Un croiseur léger qui se trouvait au large de **Mers-el-Kebir** ayant tiré des coups de semonce sur les parachutistes qui voulaient s'emparer de la base, ceux-ci se sont retirés.

La quatrième bombe atomique française a explosé à **Reggane**.

Le ministère **belge** est constitué avec M. Théo Lefèvre comme président et Henri Spaak vice-président.

MERCREDI 26. — Fin de la rébellion en **Algérie**. Le général Challe se constitue prisonnier. Les autres généraux sont en fuite.

A Coquilhatville, M. **Tschombé** est arrêté par les troupes congolaises.

JEUDI 27. — Le général de Gaulle supprime l'inamovibilité des magistrats en Algérie. Un **tribunal spécial** est constitué pour juger les généraux d'Alger.

VENDREDI 28. — 400 personnes en métropole, dont 140 à Paris ont été appréhendées. Parmi elles figurent des collaborateurs immédiats du ministre des anciens combattants.

La chasse **ismaélienne** abat un Mig de la R.A.U.

SAMEDI 29. — Les généraux Gouraud, Bigot, Petit sont incarcérés à la Santé.

D'où vient l'argent?

MOIS D'AVRIL 1961

RECETTES

Abonnements ordinaires	600,—	
Abonnements de soutien	195,—	
		795,—
Souscription		96,50
Vente au numéro		1,50
Vente des livres et brochures		34,50
Total des recettes		927,50
En caisse à fin mars		1.923,65
		2.851,15

DEPENSES

Achat de livres (réassortiment)		16,25
Frais d'expédition		21,35
Autres frais généraux		56,—
Total des dépenses		93,60
En caisse à fin avril :		
Espèces	234,54	
Chèques postaux	2.523,01	
		2.757,55
		2.851,15

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Gustave Claveyrolas (Loire), 30 ; Clément Delsol (Paris), 25 ; Nicolas Faucier (Seine-et-Oise), 30 ; Dr Jean Lefèvre (Vienne), 30 ; Bernard Mérino (Paris), 30 ; Mlle Marie-Antoinette Rondet (Loire), 25 ; Jean Vidal (Haute-Loire), 25. — Total : 195 NF.

LA SOUSCRIPTION

Ernest Berthier (Alpes-Maritimes), 2,50 ; René Daniel (Finistère), 4 ; Jean Duperray (Loire), 9 ; Erich Gerlach (Allemagne), 2 ; Maurice Kirsch (Seine), 5 ; Armand Lagain (Côtes-du-Nord), 5 ; Mlle Marguerite Landry (Vienne), 5 ; Lucien Laumière (Seine-et-Oise), 5 ; Fernand Martin (Drôme), 10 ; Navarro (Puy-de-Dôme), 2 ; Charles Patat (Paris), 10 ; Félix Rivière (Rhône), 10 ; de la part d'un camarade parti en Corée, 10 ; C. Rozet (Loire), 5 ; Salvatore Sirieix (Rhône), 5 ; Trellu (Finistère), 5 ; Salvatore Vuotto (Italie), 2. — Total : 96,50 NF.